

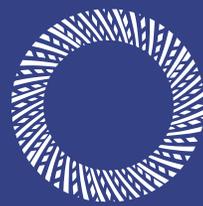
2015–2020

Partenariat Mondial pour les Données sur le
Développement Durable, cinq ans d'existence

Un Mouvement Mondial Pour Une Vie Meilleure Grâce À De Meilleures Données



**Global
Partnership**
for Sustainable
Development Data



**Global
Partnership**
for Sustainable
Development Data

Remerciements

Notre travail n'aurait pas été possible sans le soutien généreux et la précieuse contribution de tous nos bailleurs de fonds:

Principaux bailleurs de fonds de longue date et bailleurs de fonds contribuant à notre orientation stratégique par l'intermédiaire du Groupe de bailleurs de fonds:

- Fondation CIFF (Children's Investment Fund Foundation)
- Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (Royaume-Uni)
- Fondation William et Flora Hewlett
- Fondation Skoll

Nos généreux bailleurs de fonds passés et actuels:

- Fondation Bill et Melinda Gates
- Brunel Pension Partnership
- Université de Columbia (ville de New York)
- Fondation Ford
- GeoScience Australia
- GiZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)
- Google Cloud
- Centre de recherches pour le développement international
- Banque islamique de développement
- Millennium Challenge Corporation
- Open Data Watch
- PEPFAR
- RELX
- SAP
- Tableau et la Tableau Foundation
- Twaweza
- Division de la statistique des Nations Unies
- Banque mondiale
- Wellcome Trust

Nous adressons nos remerciements aux membres de notre équipe pour leur collaboration et contribution à l'élaboration de ce rapport : Davis Adieno, Karen Bett, Mike Bolton, Sarah Burns, Tichafara Chisaka, Olga Cowings, Alan Hollis, Francois Kamano, Amber Kiwan, Claire Melamed, Kenneth Mubea, Victor Ohuruogu, Jennifer Oldfield, Tom Orrell, Alonso Ortiz Galán, Claire Pei, Kate Richards, Sophie Rigg, Fredy Rodríguez, Philipp Schönrock, Jenna Slotin, Margarita Vaca, Charu Vijayakumar et Colleen Wile.

Nous souhaitons également remercier nos anciens et actuels collègues et collaborateurs, dont les contributions furent essentielles à nos travaux : Aditya Agrawal, Rose Aiko, Shaida Badiee, Julia Bails, Liam Bohlen-Meissner, Vivi Feriany, Dan Hammer, Emily Keller, Randall Kemp, Sanjeev Khagram, Buyant Erdene Khaltarkhuu, Adrian Laurenzi, Charlie Matthews, Fabrizio Moscatelli, Amelia Pittman, Rolf Rosenkranz, Solomon Simba, Sun Hwa Song, Jennifer Thomas, Lindsey Winter et Angela Wong.

Nos sincères remerciements à nos points focaux nationaux pour leurs efforts considérables : Diego Andrade, Stephen Chacha, Pilar García, Ibrahim Hathie, Floribel Méndez, Feysal Moumouni, Iván Ojeda, Juan Daniel Oviedo, Omar Seidu, Korir Singo'ei, Philip Thigo, et Yeama Thompson.

Nous sommes également redevables à notre Conseil d'administration et à notre Groupe Consultatif Technique qui sont présentés ultérieurement dans ce rapport. Nos remerciements à nos ambassadeurs des Données pour les Objectifs de Développement Durable : le professeur George Gyan-Baffour, Ministre de la Planification au Ghana et Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC-CEPAL). Nous remercions Tableau, Viz for Social Good et Kizley Benedict pour la prise en charge de la cartographie et de la visualisation des données. En conclusion, ce partenariat et nos accomplissements ne sauraient être possibles sans nos exceptionnels partenaires ; nous leur adressons nos sincères remerciements. La liste complète des partenaires et des membres des initiatives conjointes relatives aux données est disponible via ce lien:

www.data4sdgs.org/5-year-report-annexes

Table des matières

Acronyms	1
Avant-propos	2
Résumé	3
Introduction	6
Partie 1 : des données pour de meilleures décisions	16
Naissance de champions : conjuguer les éléments techniques et politiques	18
Colombie	18
Ghana	18
Transformer les données pour le développement au Ghana, pour le peuple et pour la planète	19
Kenya	21
Philippines	21
Approches régionales	22
Relever les défis : un travail d'équipe pour trouver les solutions	24
Données administratives : partage d'expériences pour des liens plus serrés	24
Des données pour tout de suite et la réponse à la COVID-19	24
Suivi de la productivité des cultures et des hivers rigoureux en Mongolie grâce à des données actualisées	27
Mobilisation rapide du Nigeria contre la COVID-19	31
Des données pour de meilleures décisions	33

Table des matières

Partie 2 : des données pour des vies meilleures	34
Les données citoyennes : des données par les citoyens, pour les citoyens	35
La Charte des données inclusives	36
Programme d'inclusion radicale à partir des données de l'éducation en Sierra Leone	38
Des données pour améliorer des vies	40
Partie 3 : un meilleur monde de données	41
Financer l'innovation	42
Soutenir l'innovation dans l'utilisation des données personnelles	43
Établir des partenariats	44
Partager les enseignements	45
L'interopérabilité : relier les gens en reliant les données	46
Relier les données de santé pour un système de santé universel au Kenya	48
Investir dans les données : la base de tout bon système	50
Établir un lien entre l'état civil, les statistiques d'état civil et les systèmes de gestion d'identité pour faciliter la prise de décision	51
Un meilleur monde de données	53
Conclusion : l'enseignement de ces cinq années	54
Annexe A : Composition des mécanismes de gouvernance du Partenariat Mondial	57
Annexe B : Pays partenaires	61

Acronymes

ARDC	Africa Regional Data Cube
Cepei	Centro de Pensamiento Estratégico Internacional (cercle de réflexion stratégique international)
DGC	Données générées par les citoyens, données citoyennes
COVID-19	maladie à coronavirus, 2019-nCoV ; maladie causée par le virus de la COVID-19 (SARS-CoV-2)
CRVS	Registres et statistiques de l'état civil
OSC	Organisation de la société civile
DANE	Bureau national de la statistique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CDI	Charte des données inclusives
ONS	Office national des statistiques
ODD	Objectifs de développement durable
UNSD	Division de statistique des Nations Unies
CEA	Commission économique pour l'Afrique de l'ONU



Avant-propos

En ma qualité de présidente honoraire du Partenariat Mondial pour les Données du Développement Durable, je me réjouis de pouvoir célébrer le cinquième anniversaire du Partenariat à l'occasion de la publication de ce rapport. Je remercie les membres du Conseil du Partenariat Mondial, le groupe consultatif technique et les 260 partenaires qui ont œuvré inlassablement pour que l'exploitation des données contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de données et de statistiques exploitables rapidement en vue d'accompagner et d'accélérer les progrès vers notre objectif commun, la protection de notre planète et de ses habitants. Nous avons franchi de nombreuses étapes, mais il reste encore un long chemin à parcourir ensemble.

Depuis sa création, le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable s'est attaqué à de nombreux problèmes urgents ; cependant, la pandémie de COVID-19 est notre plus grand défi à ce jour. Jamais auparavant la disponibilité des données n'avait été aussi clairement liée au sort du monde entier et de ses habitants. À ce tournant de l'histoire de l'humanité, des systèmes de données solides, ou leur absence, feront ou déferont les économies, alors qu'elles orienteront des milliards de décisions, qu'elles soient mineures ou significatives.

Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus durement touchées par les effets de la pandémie. On estime que 71 millions de personnes retomberont dans l'extrême pauvreté en 2020, soit la première augmentation de la pauvreté mondiale depuis 1998. J'ai été réconfortée de constater l'étroite collaboration entre les Nations Unies et le Partenariat Mondial dans la création et le renforcement des partenariats liés aux données sur la COVID-19 et sur le rétablissement post-COVID dans plus de 20 pays, et ce en quelques mois seulement.

Nous devons faire appel à des experts de toutes les régions du monde si nous voulons nous relever de manière durable et inclusive ; j'exprime ici ma pleine reconnaissance envers tous les partenaires qui ont contribué rapidement et efficacement à ces travaux notoirs.

La production et la disponibilité des données nécessaires à la prise de décision constituent la pierre angulaire d'une vision collective et universellement acceptée d'un avenir centré sur l'homme et sensible à la planète. Cette vision est pleinement exprimée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD). Le Programme propose un cadre de travail pour accélérer les progrès en matière de pauvreté, d'égalité des sexes, de financements et de changement climatique, tout en abordant les questions des droits de l'homme, des inégalités et des fragilités qui ont été mises au jour ou exacerbées par la pandémie. Ce n'est qu'au moyen de données exactes, opportunes et inclusives que nous pourrions évaluer de manière exhaustive les défis auxquels nous sommes confrontés, identifier et investir dans les solutions les plus adaptées et mesurer les résultats et les progrès concrets que nous devons réaliser pour rebâtir un monde meilleur après la COVID-19.

Il est également important de préciser que si les données doivent être partagées, utilisées de manière responsable et atteindre les personnes et les endroits où elles sont particulièrement nécessaires, des politiques sur la protection de la vie privée et la gouvernance des données seront vitales et les risques doivent être évalués, gérés et atténués. Un financement plus important sera également de mise pour obtenir des données de meilleure qualité, à jour et à l'échelle. On ne peut pas relever ces défis de manière isolée ; c'est pourquoi le rôle du Partenariat Mondial, qui rassemble le secteur privé, la société civile, les jeunes, les chercheurs et les gouvernements, reste indispensable.

Notre interdépendance est une source de force et de solidarité dont nous avons tous besoin : nous vivons ensemble sur la planète Terre et devons ainsi forger un avenir qui profite à tous, et pas seulement à quelques-uns. Les Nations Unies se réjouissent de coopérer avec le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable au cours des cinq prochaines années afin de continuer à bâtir un monde où des données fiables permettent de prendre de meilleures décisions et d'améliorer la vie de tous en réalisant les ODD sur l'ensemble de la planète.

Amina J. Mohammed,
Vice-secrétaire générale des Nations Unies

Résumé

Les données sont un gage de pouvoir. Ce pouvoir est souvent occulté par des détails techniques mais il peut faire évoluer les mentalités, les politiques et les vies. Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable a été créé en 2015 pour mettre ce pouvoir au service du développement durable.

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, notre portée mondiale nous permet de tisser des liens entre les pays, les institutions et les secteurs que nul autre organisme ne saurait établir. Notre approche du partenariat permet d'établir des relations qui durent dans le temps et créent un impact durable. Notre ancrage dans les objectifs de développement durable nous permet de nous concentrer sur les données qui favorisent le progrès pour les individus et la planète. De plus, notre réseau unique nous permet de réunir les principaux acteurs afin de développer un système de données équitable et solide qui soutient le progrès humain.

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable : cinq ans, cinq fait.

1

Nous comptons **260 partenaires officiels** issus de **59 pays** et présents dans **111 villes**

2

39 groupes de travail, équipes de travail, comités et groupes de collaboration œuvrent ensemble à trouver des solutions à nos défis

3

27 gouvernements se sont associés au Partenariat en vue de créer des leviers dans leurs pays

4

Le Secrétariat a négocié **70 partenariats stratégiques** et...

5

150 réunions ont eu lieu (réunions de haut niveau, événements, webinaires et ateliers)

Des données pour de meilleures décisions

Les données sont un outil essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) : au cours des cinq dernières années, notre équipe a œuvré avec les pouvoirs publics du monde entier à la mise en place de partenariats nationaux et régionaux pour la production et l'utilisation des données. Grâce au parrainage et au soutien du Partenariat Mondial, les progrès réalisés en matière de données sont nombreux :

- Le gouvernement de la Sierra Leone peut mieux protéger ses forêts de mangroves dont la présence est vitale pour l'ensemble de la population.
- Au Sénégal, les agriculteurs peuvent connaître le cours de leur culture plus rapidement au moment de la récolte.
- Le gouvernement du Paraguay peut suivre le risque d'inondation et gérer les réseaux hydriques de manière plus efficace.
- Au Nigeria, le gouvernement est mieux équipé pour suivre les cas de COVID-19 et la disponibilité des centres de santé.
- Au Kenya, les groupes de protection de la vie sauvage peuvent identifier les sites les plus adaptés à la réintroduction du rhinocéros, une espèce menacée.

Des données pour des vies meilleures

L'engagement de « ne laisser personne pour compte » constitue la boussole de l'action du Partenariat Mondial depuis toujours. Depuis ses origines, le Partenariat cherche à comprendre comment les données peuvent améliorer les conditions de vie des personnes les plus pauvres du monde. Résultats de la collaboration avec nos partenaires :

- En Colombie, le Bureau des statistiques prend désormais en compte le genre, le cycle de vie, l'appartenance ethnique et le handicap, afin de mieux comprendre les besoins de la population en matière de données.
- Les autorités de Zanzibar utilisent les données pour

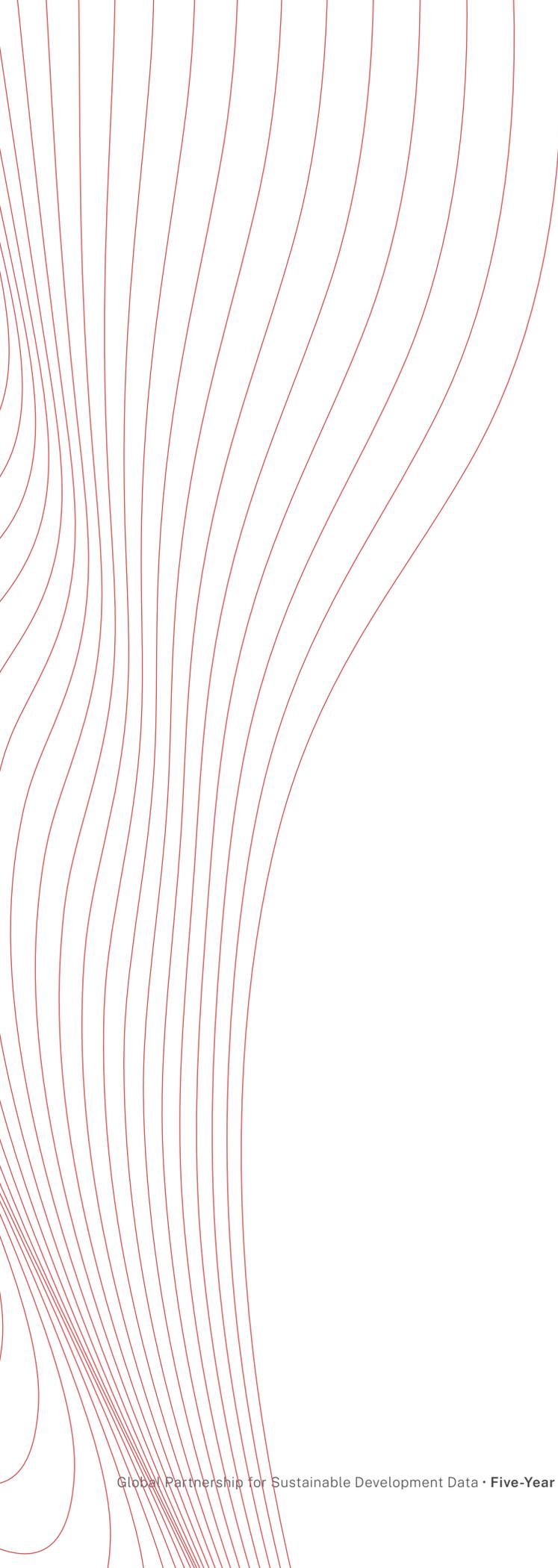
comprendre les dimensions sexospécifiques de la migration et de la criminalité.

- L'Observatoire des situations de déplacement interne a publié les toutes premières estimations mondiales du nombre de femmes et d'enfants déplacés à l'intérieur des pays.
- Le gouvernement de Sierra Leone dispose de données sur le genre et le handicap des enfants du pays.

Un meilleur monde de données

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable a pour mandat d'encourager une transformation systémique dans le domaine des données, en favorisant les innovations et le partage responsable des données, en permettant l'interopérabilité des systèmes et en renforçant le financement des données. Exemples de réussites au cours des cinq dernières années :

- Coopération avec la Banque mondiale pour appuyer 38 projets collaboratifs d'innovation dans le domaine des données, à hauteur de 7,2 millions de dollars ;
- Édition d'un guide sur l'interopérabilité des données, fondé sur les expériences de près de 100 partenaires, avalisé par la Commission des statistiques des Nations Unies et utilisé actuellement dans au moins neuf pays comme outil pédagogique ;
- Collaboration avec la Fondation Bill et Melinda Gates, la FAO, le Fonds international de développement agricole des Nations Unies, la Banque mondiale et plusieurs gouvernements, dans le cadre de l'initiative 50x2030, un plan de bailleurs de fonds qui prévoit de consacrer 236 millions de dollars jusqu'en 2030 à la collecte de données pour aider les petits exploitants agricoles.



Enseignements

Nous avons tiré de nombreux enseignements depuis 2015, notamment sur les initiatives qui produisent des résultats et les moyens qui permettent à nos partenaires de progresser vers un but souhaité par tous. Au cours des cinq dernières années, nous avons tiré les cinq enseignements majeurs suivants:

- Les données de qualité prennent du temps : le temps de tisser des liens, de changer les institutions et d'apprendre ensemble.
- Le progrès ne peut se passer du facteur humain : la compréhension et la confiance sont les clés de partenariats réussis.
- Les politiques tirent l'évolution technique : la volonté politique est essentielle à une transformation durable et à grande échelle.
- Les valeurs ont leur importance : l'inclusion et l'équité doivent accompagner les progrès réalisés en matière de données.
- Abandonner les cloisonnements au profit d'une organisation en systèmes : l'interopérabilité et l'ouverture renforcent les systèmes et permettent d'élargir la portée des programmes.

Une chose reste inchangée : le dynamisme, l'enthousiasme et le savoir-faire des organisations et des personnes qui donnent vie à notre mission ; le mérite de la réussite de nos actions partout dans le monde revient aux 260 partenaires qui composent et dynamisent notre réseau. C'est un plaisir et un privilège de travailler avec eux chaque jour. Ensemble, ce que nous accomplissons est pour le moins extraordinaire.

Introduction

Claire Melamed, Directrice Générale, Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable

Les données sont synonymes de pouvoir. Ce pouvoir, quoique souvent occulté par des détails techniques, peut faire changer les mentalités, les politiques et les vies. Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable a été créé en 2015 pour mettre ce pouvoir au service du développement durable.

Cinq ans plus tard, nous comptons 260 partenaires officiels, présents dans 59 pays et 111 villes, et nous collaborons avec près de deux fois plus d'organisations pour mener à bien nos actions. Le rayonnement global de ces derniers s'étend à toutes les régions (à l'exception de l'Antarctique) et couvre presque tous les pays du monde. Notre action a une incidence sur la vie des gens, de la Colombie, où les inégalités issues de décennies de conflit armé peuvent être mieux comprises et combattues, à Chennai, où le ramassage des déchets est plus efficace et au Sénégal et au Ghana, où les agriculteurs ont accès à des cultures résistantes au climat.

Nous avons toutes les raisons de nous réjouir des résultats de nos travaux. Cependant, alors que nous faisons le bilan de nos actions passées, il nous faut aussi faire un travail de réflexion sur celles-ci. Ainsi, ce rapport souligne nos réussites, évoque ouvertement nos défis et met en lumière ce que nous avons appris.

2015 était une année d'espoir et semblait marquer le début d'une nouvelle ère de coopération qui verrait les défis mondiaux trouver une réponse par le biais des objectifs de développement durable (ODD), l'accord de Paris sur l'action climatique et le programme d'action d'Addis-Abeba.

Cinq ans plus tard, les choses semblent bien différentes. Les nombreuses crises, dont celle du changement climatique, les inégalités, les migrations et les conflits, ainsi que la pandémie de COVID-19 ne font pas l'objet d'une action suffisante de la part d'une communauté mondiale qui se devrait d'être unie. Cependant, ces crises ont pour remède la coopération : les réseaux comme le Partenariat Mondial, qui favorisent la création de liens transnationaux, sectoriels et institutionnels, sont d'autant plus indispensables que les institutions internationales s'efforcent de surmonter les obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Notre réseau

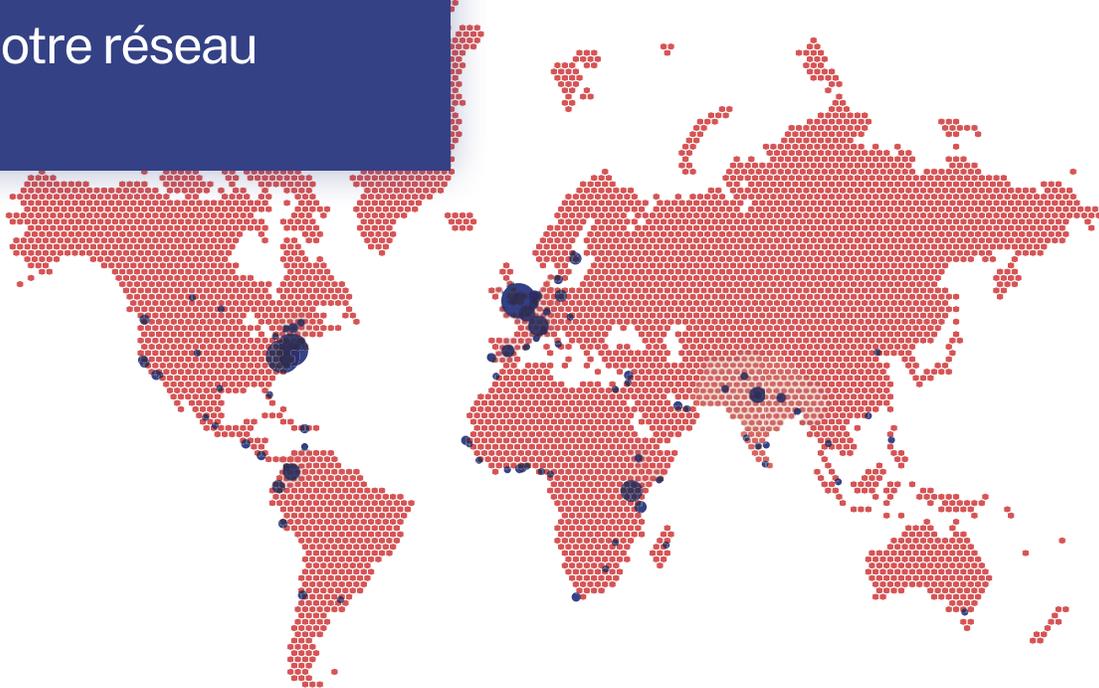


Figure 1: Map of registered partners' headquarters.

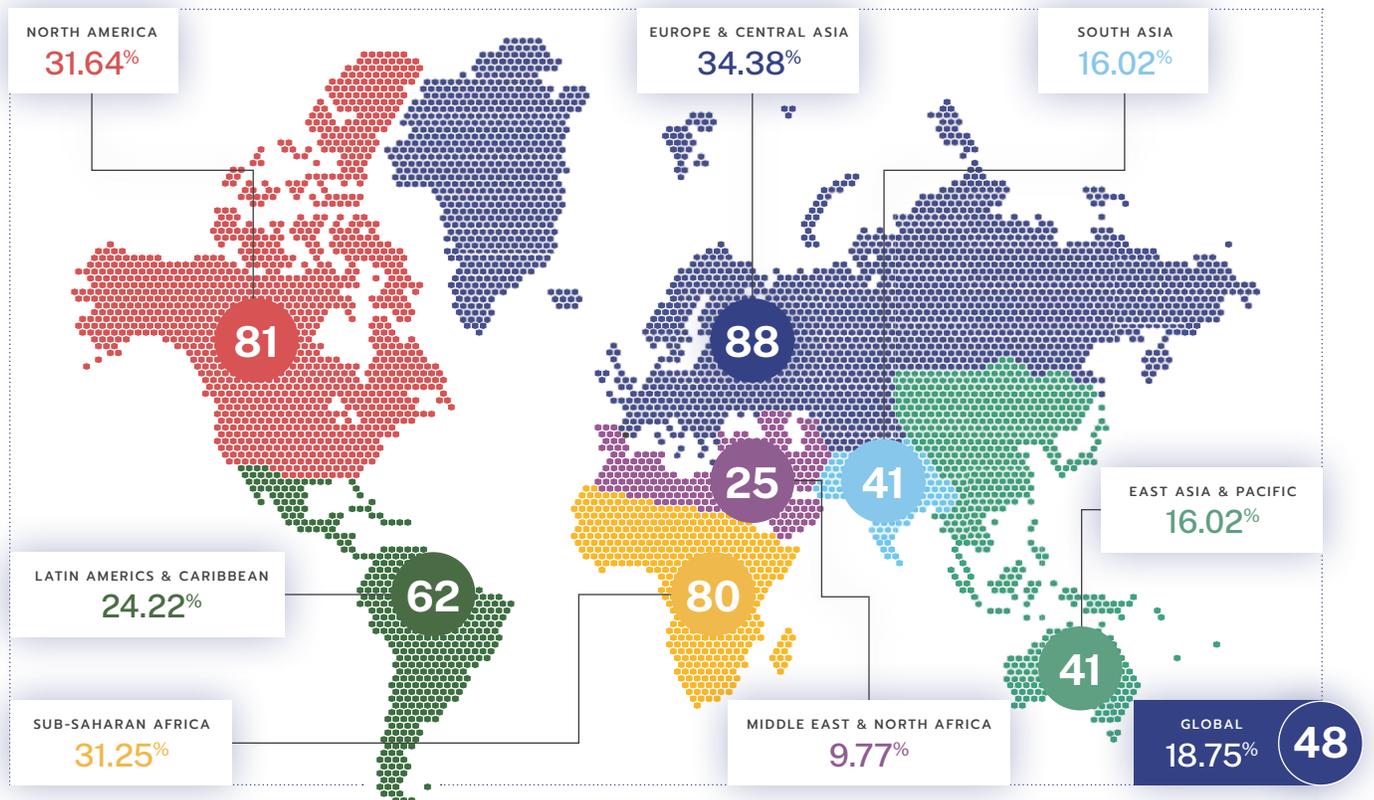


Figure 2: Regions where registered partners work or have impact.

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable: notre identité

Avoir une portée mondiale en 2020 est un projet bien plus délibéré et réfléchi qu'il ne l'était en 2015. Les inégalités et les injustices mises en évidence par le mouvement Black Lives Matter, ainsi que la prise de conscience de la discrimination et de l'injustice dans de trop nombreuses organisations internationales, ont suscité une réflexion indispensable sur ce que doit être une organisation internationale au service de la justice.

Le Partenariat Mondial repose sur les deux piliers suivants : un réseau qui assure son fonctionnement et un secrétariat qui gère les équipes. L'équipe du secrétariat du Partenariat Mondial est chargée d'aider 260 partenaires extrêmement divers à coordonner, à collaborer et à produire ensemble de meilleures données pour assurer une vie meilleure à tous ; elle se doit de refléter la diversité de nos partenaires. L'une des premières décisions que j'ai prises lorsque je suis devenue la Directrice Générale' du Partenariat Mondial a été de créer une structure décentralisée, de recruter des collaborateurs de talent, où qu'ils se trouvent dans le monde, et de baser notre équipe à proximité de nos partenaires dans la mesure du possible. C'est ainsi que notre équipe de 20 personnes aux sept nationalités différentes est répartie dans six pays sur quatre continents. Notre équipe de direction de quatre personnes est présente dans trois pays et sur trois continents et notre conseil d'administration est composé de dirigeants de douze pays différents. Nous sommes plus de femmes que d'hommes, avec une majorité de femmes à la direction générale.

Le fait d'être plurielle, dans le réseau ou le secrétariat, ne garantit pas qu'une institution soit réellement internationale, que toutes les régions soient traitées sur un pied d'égalité et que le pouvoir ne soit pas concentré en un seul endroit. La manière dont nous nous définissons en tant qu'équipe et réseau a toujours été fondée sur des valeurs, et nous avons de grandes attentes quant à la manière dont nous devons agir les uns envers les autres. Il peut arriver que nous ne soyons pas à la hauteur. Mais notre objectif, tant au sein du réseau que du secrétariat, est de créer une atmosphère ouverte fondée sur la confiance et la bienveillance, où chacun peut exprimer ses opinions, où nous sommes ouverts au changement et à l'adaptation et où nous savons tous que nous avons beaucoup à apprendre et que nous pouvons toujours faire mieux.

Travailler en équipe et au sein d'un réseau ouvert, collaboratif et équitable, telle est la manière dont nous déclinons notre identité et notre méthode de travail ; celles-ci constituent le fondement de toutes nos réalisations depuis cinq ans et l'aune à laquelle nous jugerons nos actions à l'avenir.

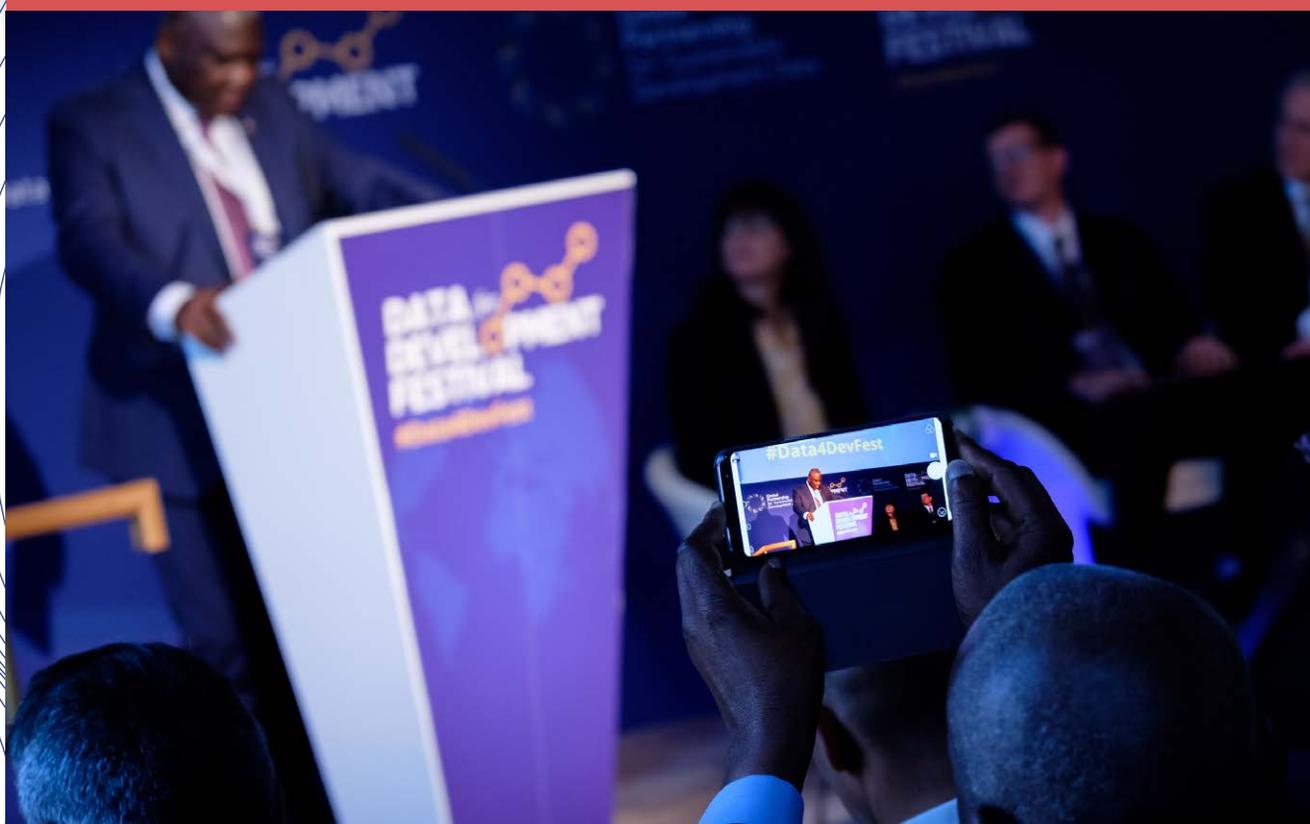
Si on a un sentiment d'impuissance tout seul, on peut néanmoins constater que la communauté nous soutient. Ce fut une joie de voir le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable encourager une communauté ouverte, solidaire et experte en matière de données. L'équipe du secrétariat, le conseil et les partenaires font preuve d'une détermination et d'une ouverture d'esprit remarquables dans le cadre de leur collaboration en vue d'évoluer vers une société inclusive à laquelle nous aspirons tous.

– ANNE-BIRGITTE ALBRECHTSEN

PDG, Plan International; coprésidente du conseil, Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable

Salons des données pour le développement

Le tout premier Salon des données pour le développement organisé à Bristol, au Royaume-Uni, en 2018, fut la concrétisation de notre conception de la gestion et du maintien d'une organisation et d'un réseau mondiaux. La planification de cet événement a mobilisé plus de 30 partenaires et la programmation témoignait de l'étendue de notre réseau. Quatre-vingts pour cent des panels étaient composés d'intervenants de pays à revenu intermédiaire et à faible revenu, tandis que 54 % des panels comptaient un intervenant du secteur privé. Notre approche collaborative a abouti à des idées étonnantes et innovantes, par le biais de nombreuses activités dont un jeu de simulation des ODD, des illustrations 3D en temps réel, une excursion, un concours de narration et une plongée dans les données. Ces innovations ont porté leurs fruits : 98 % des participants ont déclaré avoir fait la connaissance d'une personne avec laquelle ils étaient susceptibles de collaborer à l'avenir. La prochaine rencontre est prévue pour 2022 : ne manquez pas d'y participer.



Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable:

notre méthode de travail

Être un partenariat signifie accompagner les collaborateurs dans leur démarche, en réunissant des organisations dont les stratégies, modèles économiques et priorités sont très différents. Notre équipe s'attèle à donner à nos collaborateurs les moyens de réaliser des choses, et non à les réaliser nous-mêmes.

Depuis le lancement du Partenariat Mondial en septembre 2015, nous avons établi plus de 70 partenariats aux niveaux local, national, régional et mondial. Nous avons créé une structure constituée de groupes de travail, d'équipes spéciales et d'un groupe consultatif technique qui ensemble sont porteurs de changement grâce à leur collaboration et travail de réflexion. De ces partenariats nombreux et variés, je tire trois enseignements durement acquis que je mettrai à profit au cours des cinq prochaines années.

En premier lieu, je souhaite évoquer un constat sans lequel rien n'est possible : un partenariat exige du temps, des efforts et les moyens d'y parvenir. Dans de nombreux cas, nos partenaires travaillent avec nous pour la première fois, leur mode de fonctionnement est différent, leur degré de connaissances est variable et leurs motivations et contraintes leurs sont propres. Comprenant que, comme toute chose, les données concernent les personnes, les rapports qu'elles entretiennent entre elles et la culture des institutions, notre équipe a acquis de l'expérience dans la création de partenariats durables et porteurs de changement. L'intégration de changements systémiques dans

Je suis fière d'avoir participé au lancement du Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable il y a cinq ans. Le réseau qu'il a mis en place et les progrès réalisés sont impressionnants. Ceci dit, chaque étape que nous franchissons pour améliorer les données sur le développement tout au long de la chaîne de valeur des données, de la production à la diffusion, en passant par l'utilisation et l'impact, nous permet de tirer des leçons sur ce qui est nécessaire et sur ce qui fonctionne ou non. La force du Partenariat Mondial pour les cinq prochaines années, et au-delà, passera par un travail de réflexion et le recours à la richesse du partenariat pour développer et mettre à l'essai des solutions qui feront des données un instrument concret permettant d'améliorer les conditions de vie.

– **SHAIDA BADIEE**

Directrice générale et cofondatrice d'Open Data Watch

les institutions existantes est une tâche ardue qui nécessite de s'adapter aux motivations des personnes et des organisations et de tisser des liens durables, fondés sur des intérêts communs. Ce travail est certes lent mais il a fait ses preuves.

En deuxième lieu, à chaque objectif correspond un partenariat particulier. Certains de nos partenariats se composent de groupes de travail à composition non limitée, qui se réunissent pour définir les défis à résoudre, puis pour élaborer des stratégies communes. D'autres partenariats sont de moindre envergure



et plus ciblés, en vue de répondre à un besoin identifié, qu'il s'agisse de données pour s'attaquer à la COVID-19, de surveiller la production agricole ou de protéger l'environnement.

Les deux types de partenariats ont eu un impact, mais de manière très différente. Tandis que les bailleurs de fonds exercent parfois une pression pour que nos travaux s'orientent davantage vers des types de partenariats particuliers, nous devons veiller à trouver le bon équilibre et à nous mettre au service de nos partenaires, et de notre mission au sens large, dans la mesure du possible.

Le troisième enseignement porte sur ce que signifie générer le changement par le biais de partenariats, et s'abstenir d'opérer ledit changement. La frontière entre les deux n'est pas toujours évidente. Par exemple, notre mise en réseau et notre médiation regroupent parfois les contributions de nos partenaires en un seul produit ou une seule offre. Mais si le Partenariat Mondial venait à détenir des produits ou fournir des services à long terme, il risquerait de perdre sa neutralité et sa flexibilité.

Nous devons jouer le rôle de catalyseur. Lorsque les partenariats aboutissent à la création de produits et de services, c'est un signe de réussite. Mais pour mener une action durable, les partenaires doivent héberger ces produits et les utiliser. L'initiative « [Africa Regional Data Cube](#) » a parfaitement fonctionné dans ce sens. Sous l'impulsion du Partenariat Mondial, qui coopère avec un groupe restreint de partenaires techniques et de pays, elle est en passe de devenir une entité régionale, détenue et financée par les partenaires. Toutefois, la plate-forme API Highways a connu un succès moindre et n'a finalement pas incité de partenaires à la prendre en charge et à la doter de moyens.

Notre approche du partenariat a évolué au cours des dernières années et continue d'évoluer au fur et à mesure de nos expériences. Nous nous engageons dans de nombreuses voies différentes et ne parvenons pas toujours à atteindre nos objectifs. Cependant, une chose demeure inchangée : notre volonté d'ouverture et de franchise et notre conviction du rôle vital des partenariats pour l'impulsion du changement dans le monde.

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable: notre raison d'être

Nous sommes nés du même processus qui a donné naissance aux objectifs de développement durable et ceux-ci constituent depuis toujours notre cadre d'orientation, fixant notre stratégie et notre cap. Les objectifs sont au nombre de dix-sept, ce qui représente une longue liste de problèmes à résoudre. En 2018, nous avons élaboré notre première stratégie quinquennale qui définit ce que nous accomplirons pour progresser vers la réalisation des ODD - et aussi, point capital, ce qu'il nous faut éviter.

Cela nous a conduit à mettre beaucoup plus l'accent sur l'utilisation des données. Comme pour la majorité des initiatives portant sur les données, au départ, nous avons abordé la question des données du point de vue de *l'offre* : qui les collecte, qui les transforme en applications intéressantes ou les présente sur des plateformes, qui dispose d'une bonne analyse ou de bons outils ? Le problème que nous cherchions à résoudre était défini en termes de « lacunes dans les données » et nous avons cherché à soutenir la production de nouvelles données pour résoudre de nouveaux défis.

Cependant, l'élaboration de notre stratégie a cristallisé une évolution de point de vue, à savoir que certains des plus grands défis à relever pour transformer les données en actions positives ne concernent pas la production de données mais leur utilisation. Il existe, certes, encore des lacunes dans les données - des personnes et des lieux non répertoriés - mais si l'on met l'accent sur l'utilisation, on peut ainsi augmenter la demande et les investissements pour combler ces lacunes,

ainsi qu'améliorer l'utilisation des solutions qui existent déjà. Au fur et à mesure que nous avons établi des liens, progressé et acquis des connaissances, cette orientation s'est perfectionnée dans le temps. Au cours des cinq prochaines années, l'augmentation des investissements dans l'apprentissage et le partage des connaissances permettra à notre réseau de favoriser une transformation de l'utilisation des données pour atteindre les objectifs de développement durable.



Bogotá, 2016. Helkin Rene Diaz/Cepei.

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable:

la communauté que nous façonnons

Le système de données actuel est en proie aux contradictions. Nous vivons dans un monde où, dans certains cas, la vie des gens peut être entièrement « disséquée et digérée » par les données, et ce de manière absurde, alors que dans d'autres cas, certains individus passent totalement inaperçus, invisibles à ceux qui pourraient leur venir en aide. Nous vivons dans un monde où il suffit d'appuyer sur une touche pour savoir tout sur tout mais aussi où des informations vitales restent bien gardées pour des raisons économiques. Nous vivons dans un monde où certains doivent se battre pour ne pas être oubliés et d'autres pour protéger leur confidentialité.

Si nous voulons parvenir à la réalisation des ODD et à la création d'un monde plus juste, durable et pacifique, nous devons nous atteler à résoudre ces contradictions à tous les niveaux : notre réseau international, nos partenariats, nos expériences et nos messages.

Ces cinq dernières années nous ont permis de franchir de nombreuses étapes. Les réticences se sont dissipées et la méfiance a cédé la place à la compréhension et la collaboration ; ainsi, de réels progrès ont été enregistrés. De plus en plus d'organisations coopèrent sur des questions capitales telles que l'importance de l'éthique et d'une gouvernance solide, les défis de l'interopérabilité et l'équilibre entre les secteurs public et privé.

Les mentalités autour de la question des données évoluent peu à peu. Mais la création de systèmes de données qui soutiendront le développement durable exige bien plus que l'évolution des esprits : elle passe par des cadres techniques, juridiques, institutionnels et de gouvernance en mesure de libérer le potentiel des données pour ensuite déclencher l'évolution de la société et le progrès humain. Nous avons la responsabilité d'œuvrer ensemble et de trouver des solutions aux défis auxquels nous sommes collectivement confrontés.

Devenir partenaire du Partenariat Mondial pour les données sur le développement durable implique de contribuer à la construction d'un monde où chacun peut avoir la certitude que les données seront utilisées pour le bien de tous.



Bogotá, 2016. Helkin Rene Diaz/Cepei.

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable au cap des cinq ans



Dakar, Senegal. Vince Gx/Unsplash.

Le Partenariat est, en quelque sorte, le lubrifiant du moteur du système de données qui rend toutes les autres composantes plus efficaces et plus performantes, fonctionnant ensemble de manière plus discrète et avec moins de friction.

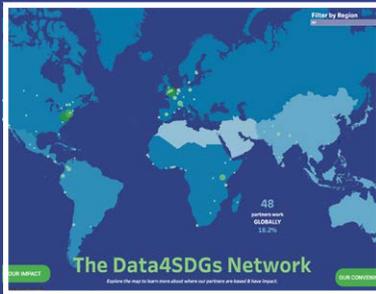
Sa portée mondiale permet de nouer des liens entre les pays, les institutions et les secteurs que nulle autre organisation ne saurait établir. Notre vision du partenariat nous permet d'établir des relations qui durent dans le temps et créent un impact durable. Notre ancrage dans les ODD nous donne une orientation résolument tournée vers les données, ce qui favorise le progrès pour les personnes et la planète. De plus, notre réseau inégalé nous permet de réunir les acteurs clés pour construire un système de données juste et solide qui soutient le progrès humain.

Les dix prochaines années seront tout aussi ambitieuses et passionnantes. Ceci dit, alors que nous sommes à l'heure du bilan, ma plus vive émotion est celle d'une profonde admiration et reconnaissance envers tous ceux qui nous ont accompagnés jusqu'ici : les partenaires fondateurs de la première heure, dont l'énergie et l'engagement nous ont permis de voir le jour, l'équipe du secrétariat, passée et présente, qui a déployé tant d'efforts pour faire de cette idée une réalité, nos bailleurs de fonds qui ont eu confiance en nous et, tout particulièrement, nos partenaires qui travaillent chaque jour à l'utilisation des données pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et le rendre plus équitable.

Je vous adresse à tous mes sincères remerciements et je vous souhaite une bonne continuation pour les cinq prochaines années.

Claire Melamed

Directrice Générale, Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable



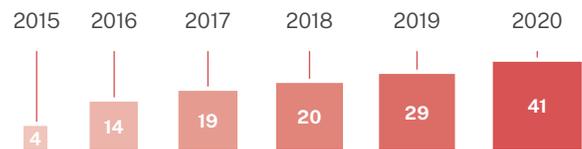
✦ Explorez les visualisations de nos données

Veillez consulter notre site web www.data4sdgs.org/visualizing-global-partnership pour accéder aux cartes dynamiques indiquant la répartition géographique de nos partenaires et leur impact, les domaines sur lesquels le Secrétariat et les partenaires ont concentré leurs efforts de collaboration, ainsi que les zones et les raisons pour lesquelles nous avons réuni des communautés de données.

Les chiffres présentés dans ce rapport sont susceptibles d'évoluer. Ils étaient exacts en août 2020.

Rassembler notre réseau

Nos événements et réunions par dates et lieux



Virtual	Kenya Nairobi	South Africa Cape Town	United Arab Emirates Dubai	
	Ghana Accra	United States Washington, D.C.		Sierra Leone Freetown
United States New York	Colombia Bogotá	Spain Madrid		Togo Lomé
		Ethiopia		
	United Kingdom Bristol	Thailand		
		Germany	Costa Rica	
	Senegal			

Data4SDGs in Action, Tableau Map. Claire Pei/Kizley Benedict.

PARTIE 1

Des données pour de meilleures décisions

Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable (le Partenariat Mondial) a été fondé pour faciliter d'accès et l'utilisation des données par les pouvoirs publics en vue de prendre de meilleures décisions. Les données représentent un outil crucial pour la réalisation des objectifs du développement durable (ODD). Au cours des cinq dernières années, notre équipe a ainsi coopéré avec 27 gouvernements dans le monde pour établir des partenariats régionaux et nationaux liés à la production et l'emploi des données, dont :

En Amérique latine, les partenaires publics du Paraguay et de la Colombie ont développé de nouvelles méthodes de suivi des ODD, qui sont désormais intégrées dans le système officiel, permettant aux pays du monde entier de suivre plus efficacement leurs progrès pour la réalisation de l'objectif 9 et l'objectif 11.

En Afrique, grâce à de meilleures données, le gouvernement de Sierra Leone peut mieux protéger ses mangroves, les agriculteurs du Sénégal peuvent connaître le cours de leur culture plus rapidement, le gouvernement du Nigeria est en mesure de suivre les cas de COVID-19 et la disponibilité des centres de santé et, au Kenya, les groupes de protection de la vie sauvage peuvent identifier le site le plus adapté à la réintroduction du rhinocéros, espèce menacée.

Les principes de l'appropriation locale et de la durabilité fixent le cadre de notre action. Nous nous sommes attachés à comprendre les besoins des pays concernés et la manière de soutenir les militants locaux en faveur d'un processus décisionnel fondé sur les données. Dès lors, nous avons la capacité d'établir des partenariats conformes aux priorités nationales, d'investir dans la formation et le développement des capacités et de nouer des liens solides pour pérenniser l'appui institutionnel et politique.

Naissance de champions: conjuguer les éléments techniques et politiques

Parmi nos pays partenaires, certains sont à la pointe dans le domaine des données, de l'innovation et de la technologie. Grâce à leurs dirigeants politiques qui souscrivent au progrès, ces pays tirent parti des partenariats pour accélérer les progrès internes et pour partager leurs connaissances et leur expérience avec leurs pairs. Ils figurent parmi les artisans du partenariat grâce à leur participation aux mécanismes de gouvernance et à certaines de nos principales initiatives.

Colombie

Le Bureau national de la statistique de Colombie (DANE) a été l'un des premiers à promouvoir les données pour le développement durable. Le DANE a tiré parti de partenariats négociés par l'intermédiaire du réseau du Partenariat Mondial pour devenir un leader mondial dans l'utilisation des données OT pour suivre les indicateurs des ODD. Le gouvernement a développé de **nouvelles méthodes** pour mesurer les objectifs 9 et 11, qui sont désormais adoptées dans plusieurs pays du monde entier. Un ministre colombien a siégé au conseil d'administration du Partenariat Mondial pendant plusieurs années. La Colombie est membre de la Charte des données inclusives et reste un partenaire national actif.

Ghana

Depuis 2017, le Ghana est un membre actif et très engagé du Partenariat Mondial. Le vice-président du Ghana siège à notre conseil d'administration. Le Bureau de la statistique du

Ghana contribue fréquemment à des initiatives d'échange entre pairs et de partage des connaissances, et est ainsi devenu un exemple pour d'autres pays et partenaires. Le Ghana est un pays fondateur de l'Africa Regional Data Cube et un champion de la Charte des données inclusives. Le gouvernement de ce pays a également co-organisé le Media Fellowship 2019 (bourse des médias) du Partenariat Mondial au Ghana, ce qui a permis à la presse de se rendre à Accra pour s'informer sur les données nationales relatives aux progrès du développement et a donné lieu à une couverture médiatique dans de nombreux médias dont Vox, Voice of America, SciDevNet, Bloomberg, Quartz. Grâce à des partenariats établis sous l'égide du Partenariat Mondial, le Ghana utilise des données satellitaires pour de nombreuses applications dont : préservation de la qualité de l'eau et détection des activités minières clandestines, emploi des données mobiles pour suivre l'efficacité des politiques de confinement après la pandémie de COVID-19 et ventilation des données de façon à ce que les groupes marginalisés soient comptabilisés.

Ce n'est pas par de beaux discours que l'on progresse en matière de développement durable. En fait, les réels progrès se produisent au niveau local. Nous nous réjouissons de représenter le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable en Amérique latine et dans les Caraïbes par le biais d'initiatives conjointes avec les gouvernements, organisations de base, universités, entreprises traditionnelles et technologiques afin de renforcer les écosystèmes de données inclusives.

– PHILIPP SCHÖNROCK

Directeur, Cepei



Transformer les données pour le développement au Ghana, pour le peuple et pour la planète

**Professeur George Gyan-Baffour, ministre de la Planification, Ghana ;
Ambassadeur des données pour les ODD**

La feuille de route nationale sur les données au Ghana a fait l'objet d'un atelier qui a marqué un tournant et un point d'inflexion dans les priorités et la culture de notre système national de statistique concernant les données pour les Objectifs du développement durable (ODD). L'élaboration de cette feuille de route sur les données a déclenché un mouvement de collaborations actives, participatives et plurielles, auquel se sont joints les membres de l'administration gouvernementale, des départements et des agences, les organisations de la société civile, l'université et le secteur privé. Notre écosystème de données s'en est trouvé plus inclusif et a débouché sur des résultats positifs pour les organisations et le peuple de notre pays. De nombreuses autres initiatives ont par la suite permis de faire avancer la cause des statistiques dans divers secteurs de la société.

Par exemple :

- Le vice-président du Ghana est devenu un membre actif du conseil d'administration du Partenariat Mondial pour les données sur le développement durable, preuve d'un engagement politique de haut-niveau.
- Les organisations de la société civile ont été intégrées dans le cadre gouvernemental de mise en œuvre des ODD. Ces organisations sont désormais mieux intégrées dans les processus de production de données du Bureau de la statistique du Ghana (SSG) et sont actuellement représentées au comité directeur du recensement de la population et du logement 2020.

- Une meilleure collaboration entre le SSG et les autres institutions nationales, et récemment un Service des statistiques et des ODD, ont été mis en place au département de la recherche du Parlement dans l'objectif d'agir directement sur l'amélioration des décisions politiques et de la planification du développement à partir de données concrètes. Bien que cela semble n'être qu'un modeste changement bureaucratique, ce type d'inflexion se traduit sur le terrain par de meilleurs résultats. Ainsi nous pourrions mettre en œuvre et assurer un suivi des ODD de façon plus sûre et efficace et améliorer la vie des Ghanéens d'un bout à l'autre du pays.
- La loi sur les services de statistique, entrée en vigueur en septembre 2019, est l'une des réussites majeures de l'engagement et des négociations des acteurs et une preuve de plus de l'investissement croissant de l'État dans le système de statistiques. La législation réintègre le SSG dans son rôle de coordinateur du système national de la statistique et renforce la qualité des statistiques produites dans le pays. Il confère également au SSG la tâche de définir l'orientation et la direction en matière de statistique.

Grâce au travail mené avec le Partenariat Mondial pour les données sur le développement durable nous avons également renforcé la capacité de notre pays à accéder et à mobiliser les sources de données non traditionnelles telles que les données de l'observation de la terre, les données mobiles et les données citoyennes. Ces nouvelles sources de données permettent de colmater les lacunes qui freinaient les avancées du développement. Ainsi :

- Le Partenariat Mondial a facilité les discussions avec la Fondation William et Flora Hewlett, amenant celle-ci, aux côtés de la Fondation Vodafone Ghana, à financer notre premier effort pour intégrer les données mobiles dans les statistiques officielles. L'objectif consistait à produire des statistiques officielles en utilisant les données de communication désidentifiées pour soutenir la prise de décisions dans les domaines humanitaires et de développement au Ghana. Le SSG apprend actuellement à analyser les données de télécommunications désidentifiées en les combinant aux sources de données traditionnelles (telles que les enquêtes de ménage) pour être prêt à traiter un éventail de questions humanitaires et de développement allant de la santé publique à la préparation aux catastrophes.
- Africa Regional Data Cube, désormais appelée Digital Earth Africa, donne au SSG l'accès aux images satellitaires prêtes à l'analyse et aux données d'observation de la terre, en sus de la formation et de la collaboration avec les pairs qui travaillent sur les mêmes défis. Ainsi, nous pouvons désormais obtenir de meilleures informations sur l'exploitation minière illégale, suivre les avancées de la réhabilitation des sites miniers illégaux et surveiller la production agricole.

Kenya

Le gouvernement du Kenya, membre fondateur du Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable, a co-organisé la réunion de haut niveau de 2017 sur les données pour le développement en Afrique, un important forum politique dont le but est d'encourager les pays partenaires de la région à prendre des engagements en faveur des données. Le gouvernement du Kenya a tenu plusieurs événements officiels en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, en collaboration avec le Partenariat Mondial, afin de rehausser le profil politique des données sur la scène mondiale. Le Kenya est devenu un partenaire fondateur et un participant gouvernemental de l'initiative Africa Regional Data Cube. Il fait, par ailleurs, partie, avec le Partenariat Mondial, du comité consultatif technique de Digital Earth Africa, son successeur à l'échelle du continent. L'Open Institute, avec le soutien du Partenariat Mondial, a développé une infrastructure infranationale des données pour l'agriculture qui relie les petits exploitants agricoles aux fonctionnaires du comté de Nakuru. Les petits exploitants agricoles ont ainsi accès en temps quasi réel à de meilleurs prix du marché, ce qui leur permet d'accroître leurs bénéfices.

Philippines

Le Bureau de la statistique des Philippines s'est engagé depuis longtemps à tirer parti de la révolution des données pour les ODD afin de favoriser le développement humain et d'exiger aux dirigeants de rendre compte de leur politique. Le Bureau est un leader régional en matière d'innovation, accueillant plusieurs événements politiques de haut niveau pour accroître la visibilité des données. Les Philippines sont un champion de la Charte des données inclusives et son plan d'action CDI a amélioré la ventilation des données dans neuf domaines des ODD.

Une femme se lavant les mains au marché de Wangige, à Kiambu, Kenya. Elphas Ngugi/Global Partnership for Sustainable Development Data.

La participation active du Bureau de la statistique des Philippines dans le cadre du Partenariat Mondial nous a permis d'accéder aux connaissances et à l'expérience de diverses communautés mondiales, lesquelles permettent d'accélérer les innovations et contribuent à l'effort des Philippines pour atteindre les objectifs du Programme 2030. Ces actions ont permis à notre pays de créer l'écosystème de données dont il a besoin pour assurer un meilleur avenir à la population. Aujourd'hui, alors que la direction du Bureau a changé, les résultats obtenus par le Partenariat Mondial au cours de ces cinq dernières années sont bien réels - les initiatives lancées en 2015 sont en cours. La durabilité s'est concrétisée !

- LISA BERSALES

Professeur de statistiques, université des Philippines ;
Ancienne statisticienne nationale des Philippines



Approches régionales

A mesure que notre empreinte et nos liens se sont renforcés, nous avons constaté que des besoins et des intérêts communs rassemblaient nos partenaires publics en vue de résoudre les problèmes au niveau régional. Un thème commun est apparu très tôt chez nos partenaires africains : la nécessité d'un accès accru aux données OT et aux technologies de télédétection, telles que les satellites. Une réponse régionale s'imposait, aussi le Partenariat Mondial a-t-il réuni un groupe de partenaires pour développer l'Africa Regional Data Cube (ARDC) en collaboration avec la National Aeronautics and Space Administration (NASA), le Comité sur les satellites d'observation de la Terre (CSOT), le Groupe sur l'observation de la Terre (GEO), Amazon Web Services, le gouvernement du Kenya et l'université de Strathmore. L'ARDC, basé sur l'infrastructure de l'Open Data Cube, est un outil innovant qui met à disposition 17 années d'imagerie satellite dans un format convivial et adapté à l'analyse.

Depuis son lancement en mai 2018, l'Africa Regional Data Cube a été utilisé dans tous nos pays partenaires de longue date en Afrique : Ghana, Kenya, Sénégal, Sierra Leone et Tanzanie. Il est actuellement déployé à l'échelle du continent dans le cadre de sa transition vers Digital Earth Africa, géré et financé entièrement par des partenaires de la région et d'ailleurs.

Les agriculteurs sénégalais étaient en difficulté à cause de la disparition des terres cultivables causée par les différents chocs liés au climat (sécheresse, inondations, feu de brousse). Grâce au DATA CUBE, qui nous permet d'utiliser et d'analyser les données d'observation de la Terre en tenant compte des terres et du contexte des agriculteurs, nous avons pu identifier les zones à risque et optimiser les pertes de récoltes à partir de l'estimation des rendements. Maintenant, les autorités sénégalaises possèdent des statistiques fiables et capables d'alerter sur l'insécurité alimentaire dans certaines zones où les conditions pluviométriques sont déficitaires. Nous continuerons à utiliser cette nouvelle source de données pour voir quelles autres améliorations sont possibles.

– EL HADJI MAMADOU DIENG NGOM

Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles, Ministère de l'agriculture du Sénégal



Jordi Perdigo/Global Partnership for Sustainable Development Data.

Un facteur clé du succès de l'ARDC a été de proposer une formation continue adaptée aux programmes de mise en œuvre dans les pays. À ce jour, nous avons organisé plus de 25 formations, accompagnées d'un soutien technique continu pour 39 cas d'utilisation dans 38 organismes, sur sept indicateurs des ODD dont l'agriculture, la déforestation, l'exploitation minière clandestine, l'eau, l'urbanisation, les mangroves et la dégradation des terres. Exemples :

- **La commission pour les ressources hydriques du Ghana** contrôle de manière plus efficace la qualité et le volume du réservoir de Weija, l'une des principales sources d'eau de l'agglomération d'Accra et de ses zones périurbaines.
- **L'agence de la protection de l'environnement en Sierra Leone** a une meilleure connaissance de l'évolution de l'écosystème des mangroves ce qui lui permet de développer une politique de gestion du littoral intégrée et des initiatives de protection des mangroves.
- **L'office national des statistiques de Tanzanie** a étudié les effets du changement climatique sur le lac Sulunga et les communautés environnantes, ce qui a suscité un intérêt accru de la part du cabinet du Premier ministre, lequel a exprimé la volonté de continuer à utiliser les données OT pour les statistiques environnementales.
- **Au Sénégal, des cas d'utilisation pilotes** sur la productivité agricole et le volume et la qualité de l'eau ont fait apparaître des gains de temps et des réductions de coûts.

En conclusion, les liens durables et multisectoriels que nous avons tissés avec certains de nos pays partenaires au cours des cinq dernières années nous ont permis d'investir dans des partenariats politiques et techniques, de soutenir nos collègues au sein de gouvernements dans leur volonté d'innovation et d'amélioration, de mobiliser le soutien politique et de donner lieu à des partenariats aux niveaux national et régional. Cette démarche nous a permis de prendre

conscience de la valeur des engagements à long terme, de la mise en place de contacts au sein du gouvernement et de la collaboration avec nos collègues pour comprendre leurs motivations et les moteurs politiques du changement. De concert avec le Partenariat Mondial, les gouvernements ont apporté des améliorations tangibles à leur population et sont devenus des leaders régionaux et mondiaux en matière de données pour le développement.

Relever les défis : un travail d'équipe pour trouver les solutions

Notre démarche consiste à associer le volet technique et le volet politique car les deux sont indispensables si l'on veut que de meilleures données conduisent à une meilleure prise de décision. Dans certains pays, notre équipe appuie les gouvernements dans le cadre de partenariats axés sur des défis spécifiques, et non des systèmes entiers, car les données peuvent faire effet de levier sur des questions prioritaires. Cela permet d'établir des rapports étroits entre des pays qui sont confrontés à des défis communs, qui peuvent échanger leurs expériences et s'entraider.

Données administratives : partage d'expériences pour des liens plus serrés

L'un de ces défis, commun à nombre de nos pays partenaires, est la nécessité de disposer des éléments de base du système de données, qui est la pierre angulaire de l'innovation et de la modernisation. Les sources de données administratives, telles que les registres d'état civil et des entreprises, ainsi que les systèmes d'information sur la santé et l'éducation, constituent un de ces éléments de base. En outre, face aux graves pénuries et insuffisances des données des ODD, un nombre non négligeable de pays partenaires ont mis l'accent sur le renforcement de leurs systèmes de données administratives, car ils ne peuvent pas combler ces lacunes simplement par les enquêtes et les recensements habituels.

De nouveaux partenariats ont permis aux pays de tirer des enseignements de l'expérience de chacun. Au niveau bilatéral, le Partenariat Mondial est en train de faciliter l'assistance

technique entre Statistique Canada (STATCAN) et l'Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC) du Costa Rica. Ceci va renforcer les capacités et va améliorer le registre des entreprises au Costa Rica.

Des partenariats de soutien mutuel ont également été mis en place aux niveaux régional et mondial. En Amérique latine, les pays travaillent ensemble sur les données démographiques, avec la participation des bureaux de statistiques et d'autres ministères, renforçant ainsi la collaboration intra-gouvernementale ainsi que les échanges intra-régionaux. À la fin de l'année dernière, en collaboration avec le Cepei, nous avons organisé un échange de données administratives entre pairs, accueilli favorablement par le gouvernement mexicain, avec 11 pays d'Amérique latine et d'Afrique. Les ateliers d'échange entre pairs exposent les participants aux bonnes pratiques et ont permis d'établir des liens entre les pays et de proposer un soutien : partage de documents, conseils par téléconférence sur des projets concrets ; ces liens perdurent et continuent de porter leurs fruits grâce à une collaboration continue.

Alors que les pays s'efforcent de répondre à la pandémie de COVID-19 et à ses effets socio-économiques, les sources de données administratives sont plus importantes que jamais. Les pays partenaires recherchent de toute urgence un soutien, des bonnes pratiques et des conseils. Avec le concours de la Division de la statistique des Nations Unies (DSNU), nous avons mis en place un cadre de collaboration en matière de données administratives afin de faciliter l'échange d'expériences et d'outils pratiques. La demande est forte : le premier webinaire collaboratif sur l'utilisation des données administratives pour la réponse à la pandémie de COVID-19 a attiré un nombre record de participants.

Des données pour tout de suite et la réponse à la COVID-19

Une trop grande partie des données sur lesquelles les pays s'appuient pour prendre des décisions sont dépassées et, comme l'a si cruellement révélé la pandémie de COVID-19,

dans notre monde en évolution rapide, ces données sont à la fois insuffisantes et, si l'on doit les employer avec les technologies et méthodes modernes, entièrement inutiles. En 2019, en partenariat avec la DSNU, la Banque mondiale et le Réseau des solutions pour le développement durable, nous avons lancé notre programme phare « Data for Now » afin de relever ensemble ce défi. Le programme **Data for Now** vise à améliorer le degré d'actualité des données gouvernementales, en développant des partenariats axés sur l'intégration des solutions existantes dans les systèmes de données et en généralisant les méthodes éprouvées.

L'initiative Data for Now est une occasion unique d'apporter de nouvelles solutions de données aux pays où les améliorations en matière de disponibilité et d'actualité des données sont les plus urgentes. Le but de Data for Now est de donner aux offices statistiques nationaux les moyens de jouer un rôle plus important, d'établir de nouveaux partenariats avec différents acteurs nationaux et internationaux dans le domaine des données, et de valider, puis d'utiliser, de nouveaux outils pour produire régulièrement des données.

– FRANCESCA PERUCCI

Directrice, Direction des données de développement et de la sensibilisation, Division de statistique des Nations Unies, Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales

Mine d'or dans l'Est du Ghana. Jordi Perdigó / Partenariat Mondial pour les données du développement durable.

Les résumés suivants traitent de plusieurs travaux en cours :

- En Colombie, le DANE, en collaboration avec le Réseau de recherche thématique sur les données et les statistiques du Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN TReNDS) et le Cepei, a identifié des solutions pour produire des estimations actuelles de la pauvreté en utilisant les données d'observation de la Terre pour être appliqué dans la région Pacifique de la Colombie.
- Au Paraguay, le gouvernement met en place un système de gestion des ressources hydriques afin d'intégrer les données des différentes régions et organisations pour gérer les ressources naturelles et mieux protéger les communautés vulnérables contre les inondations. Le gouvernement a établi des partenariats avec ceux du Mexique et de la République dominicaine, lesquels ont conçu des systèmes pouvant être reproduits au Paraguay. Des partenaires non gouvernementaux comme le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont également partagé des solutions qui intègrent des outils d'observation de la Terre afin de recueillir des données environnementales et de répondre aux crises.
- Au Sénégal, des travaux sont en cours pour obtenir des données plus actuelles sur l'agriculture, les questions urbaines, l'environnement, etc.
- En Asie, les gouvernements du Bangladesh et du Népal, en collaboration avec des partenaires de notre équipe principale, ont identifié les priorités au sein du système statistique national et élaborent des plans de travail pour la mise en œuvre technique.



L'initiative Data for Now a fait naître un espace important de coopération et d'échange avec nos pairs, tant au niveau interne qu'externe. Elle nous a permis de ne plus nous limiter aux statistiques traditionnelles mais de nous rapprocher des statistiques de l'avenir, caractérisées par une grande utilisation des données mobiles et des images satellites pour rendre compte des progrès du développement durable au Paraguay de manière opportune et innovante. Les travaux réalisés jusqu'à présent ont contribué à l'évolution des statistiques nationales et nous ont aidés à investir dans les mesures nécessaires à l'amélioration de la qualité de vie de la population.

- IVÁN OJEDA

Directeur-général, Institut des statistiques, enquêtes et recensements du Paraguay



Traineur de charrue au travail au marché de Wangige, à Kiambu, Kenya. Elphas Ngugi/Global Partnership for Sustainable Development Data.



Suivi de la productivité des cultures et des hivers rigoureux en Mongolie grâce à des données actualisées

Ariunzaya Ayush

Ministre du travail et de la protection sociale, Mongolie ;

Ancienne présidente de l'Office national des statistiques de Mongolie

Les hivers sont rigoureux en Mongolie. Parfois, les rudes conditions climatiques hivernales provoquent une pénurie de nourriture et/ou d'eau qui entraîne la mort d'un grand nombre de têtes de bétail. Ce phénomène, appelé « dzud » en mongol, a causé la mort de 22 % du bétail du pays en 2009-2010. Le changement climatique aggrave cette tendance. C'est l'un des nombreux exemples qui illustrent pourquoi nous avons besoin de données de qualité en temps utile, afin de suivre les changements et de réagir rapidement.

En Mongolie, l'Office national de statistique joue un rôle clé dans le processus décisionnel national. Contrairement à de nombreux autres pays, l'Office national de statistique n'est pas un organisme d'État. Il s'agit d'un organisme indépendant placé sous le contrôle du Parlement, qui soutient directement les processus politiques du pays. Les experts techniques de l'Office sont spécialisés dans la production de statistiques à partir de sources de données non traditionnelles, comme l'utilisation des registres d'état civil pour estimer les naissances et la démographie. Nous avons également de bonnes compétences de base dans l'utilisation des données et l'analyse géospatiales. Toutefois, nous aurions avantage à suivre une formation complémentaire sur l'imagerie satellite et la technologie de la télédétection pour combler les manques de données les plus pressants concernant l'objectif 2 (faim zéro) et l'objectif 11 (villes et communautés durables). L'initiative « Data for Now » nous a offert cette possibilité, en permettant à l'Office national de statistique de renforcer son utilisation des sources de données non traditionnelles et des nouvelles technologies pour aider à suivre les données relatives à l'environnement et à l'agriculture en moins de temps et avec moins de moyens.

Les secteurs de la culture et de l'élevage constituent une part importante de l'économie mongole et des moyens de subsistance de la population : en effet, il y a plus de 70 millions de têtes de bétail dans le pays, contre environ 3 millions de personnes. Les données relatives à ces secteurs fournissent des éléments importants pour mesurer les progrès réalisés dans le cadre de l'objectif 2 et pourraient aider à comprendre l'évolution des indicateurs de l'objectif 11. Nous avons recueilli ces informations par le biais d'enquêtes annuelles, qui sont particulièrement coûteuses et longues étant donné que la Mongolie est le deuxième pays dont la densité démographique est la plus faible du monde.

Il est essentiel de disposer de données actualisées sur la productivité agricole, étant donné l'impact du changement climatique et ses conséquences pour les moyens de subsistance, les tendances migratoires, l'éducation, l'emploi et l'accès aux services publics. Lors de l'atelier de lancement de « Data for Now » à Kigali, nous avons rencontré des représentants de différentes organisations pour discuter des approches de suivi des cultures. Nous nous sommes concentrés sur les rendements des cultures et sur la manière dont l'imagerie satellite, la modélisation prédictive et d'autres nouvelles technologies peuvent aider à planifier et à améliorer la production agricole face au changement climatique et aux perspectives économiques difficiles.

Au cours de l'atelier, des collègues de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont parlé de Sen4Stat, un partenariat avec l'Agence spatiale européenne et d'autres organismes qui utilisent la technologie de télédétection pour mesurer la productivité des cultures. Depuis l'atelier, nous travaillons à l'intégration de la Mongolie dans Sen4Stat au fur et à mesure de l'évolution du programme dans les années à venir. Nous avons également développé des cadres de gouvernance et identifié des ensembles de données qui pourraient soutenir l'étalonnage des modèles pour l'estimation de la productivité des cultures.

Outre les estimations de la productivité des cultures, « Data for Now » offre la possibilité de comprendre les moteurs du changement dans le secteur agricole et les incidences sur la population. Les hivers de « dzud » entraînent souvent la migration des communautés rurales vers les centres urbains, où l'accès aux services de base est insuffisant et où la pollution nuit à la santé des populations. Le fait de pouvoir tirer des enseignements des autres pays qui participent à « Data for Now » permettra à l'Office des statistiques mongol, entre autres applications, d'utiliser et de développer de nouvelles approches pour évaluer l'ampleur du changement climatique, d'employer le « big data » pour comprendre les flux migratoires, de fixer le taux d'urbanisation et de planifier l'accès aux services. Ces actions aideront les décideurs à utiliser efficacement les données probantes dans l'allocation des ressources de l'État. Nous avons également une grande expérience à partager avec nos collègues du monde entier et nous nous réjouissons à l'idée de renforcer notre collaboration dans les années à venir.

Début 2020, la pandémie de COVID-19 a bouleversé nos projets et ceux de la planète. Si elle a perturbé les travaux prévus, la maladie de COVID-19 a également mis en évidence le besoin crucial de disposer de données en temps utile pour aider les gouvernements à planifier les crises et à y répondre. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a demandé au Partenariat Mondial de collaborer avec elle pour appliquer d'urgence le programme « Data For Now » (Données pour l'immédiat) de façon à gérer la crise de la COVID-19, en se concentrant sur quatre grandes insuffisances en matière de données : la vulnérabilité des populations, le suivi des virus, la cartographie des établissements de santé et les données économiques.

Dans chaque domaine, nous avons identifié des partenaires susceptibles de coopérer avec les pays pour partager les données, construire des plateformes et échanger de nouvelles méthodes ou de nouveaux outils. Le Partenariat Mondial assure la coordination, notamment en ce qui concerne l'engagement politique et l'alignement du soutien à court terme sur le développement des capacités et les changements institutionnels à plus long terme. À ce jour, nous sommes actuellement présents dans 40 pays d'Afrique, avons établi une liste de plus de 30 partenaires qui coopéreront avec ces pays, chacun présentant différents atouts, et nous avons déjà développé ou renforcé des partenariats dans 21 pays. Quelques exemples :

Grâce à nos partenariats, la Namibie sera en mesure d'évaluer le respect des conditions de confinement, en particulier dans des régions comme Walvis Bay, qui a été la plus gravement touchée par la pandémie.

– PROFESSOR ANICIA PETERS

Professeur, pro-vice-chancelière de la recherche, de l'innovation et du développement, université de Namibie

- La Namibie doit de toute urgence analyser et surveiller les déplacements des populations dans la région, afin de suivre et de contrôler le virus. En étroite collaboration avec l'Université de Namibie, le Partenariat Mondial a mis en relation l'Institut de recherche informatique du Qatar pour proposer une plateforme et des analyses de mobilité, et Facebook pour fournir des données.
- La Sierra Leone nécessite des données détaillées et actuelles sur les populations à risque dans tout le pays. Le Centre national des opérations d'urgence pour la COVID-19 du gouvernement sierra-léonais, composé de la Direction des sciences, des technologies et de l'innovation, du Bureau de la statistique de Sierra Leone, du ministère de l'information et de la communication et du ministère de la santé et de l'assainissement, participe à une coalition de partenaires internationaux, dont GRID3, Esri, Maxar Technologies, Fraym, le Partenariat Mondial et la CEA, afin de produire des ensembles de données géospatiales, des analyses et des outils essentiels, grâce à une solution à licence ouverte et non commerciale permettant de répondre à la COVID-19 en Sierra Leone.

Grâce aux partenariats que le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable nous a aidés à conclure, la population de Sierra Leone a désormais accès à des données sur la COVID-19 qui sont plus fiables et accessibles sur une seule plateforme, permettant d'informer les décideurs, de lutter contre la désinformation et de favoriser l'innovation.

– YEAMA SARAH THOMPSON

Directrice générale de l'agence de presse de Sierra Leone (Sierra Leone News Agency)

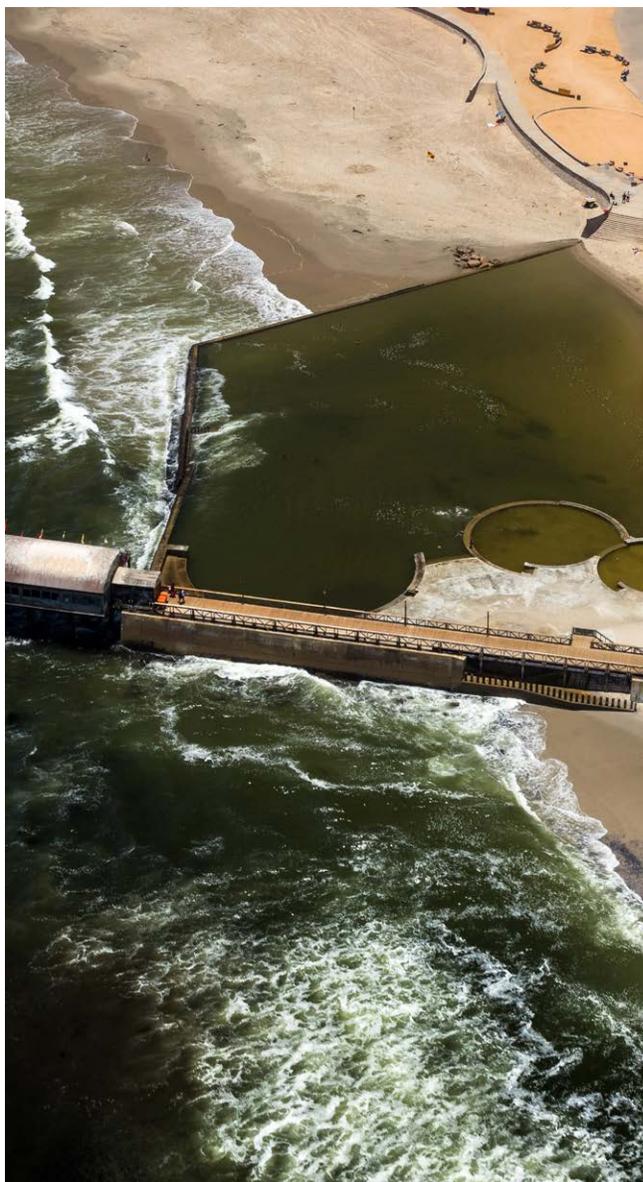
Le Partenariat produit les données géospatiales les plus granulaires de l'histoire de la Sierra Leone, avec des estimations rapides de la population qui vont jusqu'à calculer le nombre de personnes vivant sur une parcelle d'un hectare dans une zone donnée du pays, ainsi que leur âge et leur sexe. Ces données peuvent aider à identifier les personnes les plus à risque, à déterminer le soutien le plus efficace et les stratégies de lutte contre la COVID-19, y compris les confinements partiels ou totaux, et les besoins des communautés concernées. Pour que chacun puisse bénéficier de ces données géospatiales révolutionnaires, aussi bien les experts que le grand public, les nouveaux chiffres sont en accès libre dans un tableau de bord numérique national et un pôle en rapport à la COVID-19.

L'initiative visant à renforcer la résilience à la COVID-19 en Afrique est unique, et ce à bien des égards. Elle met à disposition des outils permettant de produire des données plus actuelles et développe les capacités par le transfert de compétences aux experts nationaux afin d'améliorer leurs connaissances en matière de gestion des données. Elle ouvre des possibilités aux gouvernements et leur donne le moyen de mieux comprendre les données produites au cours de la pandémie de COVID-19. L'intérêt croissant à l'égard de l'initiative et les demandes d'adhésion témoignent de son utilité pour répondre aux besoins en matière de données. Elle change la donne.

– OLIVER CHINGANYA

Directeur du Centre africain de statistique, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies

Les projets sur la COVID-19 illustrent combien il est essentiel d'assurer l'accès aux données et la capacité d'intégrer rapidement divers éléments d'information pour une prise de décision en temps réel et une réponse efficace à toute crise, qu'il s'agisse d'un virus, d'une inondation ou d'une famine. En consolidant nos travaux avec des fondations durables, nous pouvons garantir que les partenariats, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités se poursuivent après la crise actuelle. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers la CEA et tous nos partenaires qui ont inlassablement travaillé à nos côtés pour lutter contre cette pandémie.



Grant Durr/Unsplash.

Mobilisation rapide du Nigeria contre la COVID-19

Dr Yemi Kale, statisticien général, Office des statistiques du Nigeria

La rapidité à laquelle la maladie mortelle à coronavirus est capable de se propager lui a permis de passer d'un cas isolé à plus de 25 millions de cas dans le monde en quelques mois (et ce chiffre ne cesse d'augmenter). Au Nigeria, comme ailleurs, le gouvernement s'est efforcé de concevoir rapidement des plans de prévention et d'intervention pour atténuer les répercussions considérables de cette maladie. Le 9 mars 2020, le président Muhammadu Buhari a créé le groupe de travail présidentiel sur la COVID-19 afin de coordonner et de superviser les efforts intergouvernementaux multisectoriels du Nigeria pour enrayer la propagation et atténuer les effets de la pandémie de COVID-19.

Une lutte efficace contre la pandémie de COVID-19 passe par la coordination, la planification et des moyens importants, comprenant tests de qualité, restriction des déplacements, capacité hospitalière suffisante, personnel de santé formé et équipement de protection individuelle, pour ne citer que quelques-uns des nombreux moyens nécessaires. Mais cette lutte exige également une prise de décision rapide. Pour que les interventions critiques soient aussi efficaces que possible, il faut disposer de données utiles et être capable de les analyser et de les comprendre.

Combien y a-t-il de nouveaux cas chaque jour ? Où les cas sont-ils concentrés ? Combien de personnes ont été testées ? Qui sont les plus vulnérables ? Les réponses à ces questions permettent une réponse éclairée, directe et rapide. De plus, la compréhension et la quantification des différentes dimensions de l'impact de la COVID-19 sur tous les secteurs aideront les gouvernements du monde entier à protéger les populations. Toutefois, cela nécessitera des données de qualité et en temps utile pour informer les plans d'atténuation et de rétablissement post-COVID-19.

À l'Office national des statistiques du Nigeria, mon équipe a bien compris ce besoin urgent de données. Début avril 2020, nous avons participé à l'échange virtuel entre pairs du Partenariat Mondial sur la réponse à la COVID-19. Lors de cette réunion, nous avons pris connaissance de la COVID-19: Data for a resilient Africa, l'initiative régionale du Partenariat Mondial et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique qui rassemble leurs vastes réseaux, leur expérience des partenariats, le renforcement des capacités techniques et le savoir-faire politique pour mobiliser les moyens et les volontés en faveur de la santé publique, de la protection sociale et de la relance économique.

En tant que statisticien général du Nigeria, j'ai immédiatement vu comment ce programme pouvait renforcer la réponse de mon pays à la pandémie de COVID-19. Moins de 10 jours plus tard, nous nous

sommes réunis avec le Partenariat Mondial et des représentants de GRID3, l'Esri, Flowminder et Fraym pour mettre en place un groupe de travail informel dans le but de créer un centre de données sur la COVID-19 pour le Nigeria, une infrastructure de données qui rassemblerait les données pertinentes dans un format succinct et renforcerait notre plan national de réponse multisectorielle à la pandémie de COVID-19.

Début juin, nous avons lancé le tableau de bord des données COVID-19 sur le site web de l'Office des statistiques. En rassemblant un large éventail de données sur la COVID-19, le tableau de bord combine et centralise les données et les visualisations des organismes d'Etat, fournissant ainsi aux décideurs et au grand public une source de référence pour les données de population pertinentes pour la COVID-19. Le pôle archive une grande quantité d'informations essentielles, notamment l'emplacement des établissements de soins de santé, les cas par région et l'emplacement des épicentres d'infection, provenant de différentes sources telles que GRID3, l'Institut de recherche informatique du Qatar, Our World in Data et le Centre MRC pour l'analyse des maladies infectieuses mondiales de l'Imperial College.

Au lieu de traiter des données brutes difficiles à manipuler et volumineuses, le centre de données permet une visualisation et une analyse faciles d'accès. À l'Office national des statistiques du Nigeria, alors que l'on nous demande régulièrement de fournir des analyses, nous avons espoir que les données mises à disposition pourront faciliter la prise de décision concernant de nombreux domaines dont les mesures palliatives, les vulnérabilités intra et interrégionales, l'amélioration de l'accès aux soins de santé et aux tests, la planification du confinement et le soutien socio-économique aux communautés les plus touchées par la pandémie. Conséquence directe de ces travaux, l'« Équipe spéciale présidentielle », la plus haute instance décisionnelle en matière de réponse à la pandémie, œuvre avec l'Office national des statistiques à la création d'une base de données à usage interne qui facilitera la prise de décision. Par ailleurs, nous avons également été contactés par des organisations de la société civile qui souhaitent intégrer des données sur l'effet du coronavirus sur les habitudes de travail des enfants, ce qui met en évidence une lacune relative à l'impact de la pandémie sur les populations vulnérables.

Lorsque qu'un virus a la capacité de se propager si rapidement, la réactivité est de mise. Nous ne voulions pas perdre de temps, et le Partenariat Mondial a pu mettre rapidement en relation l'Office national des statistiques avec des partenaires du secteur privé et de la société civile, qui ont fourni les moyens nécessaires pour créer rapidement un outil propre à orienter les politiques durant la lutte contre la COVID-19.

Même si ce fut fortuit, la pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance des partenariats et le réseau existant a permis de répondre rapidement aux besoins des décideurs. En ce sens, nous avons pu de manière collective desservir et accompagner un grand nombre d'utilisateurs, aussi bien anciens que nouveaux. Le Partenariat Mondial pour les Données sur le Développement Durable a établi une passerelle entre les acteurs publics et les ressources mondiales que l'Esri mettait à disposition et a ainsi permis le dialogue.

- MATTHEW PENNELLS

Directeur de la section Afrique et responsable de la transformation numérique, Esri

Des données pour de meilleures décisions

Le simple fait de disposer de données de qualité ne garantit pas qu'elles seront utilisées pour améliorer la prise de décision et, en fin de compte, les conditions de vie des populations. Les données sont produites et utilisées dans un contexte politique, institutionnel et technique. Il est essentiel de comprendre la situation dans son ensemble si l'on veut que les communautés de données parviennent à adopter une approche plus factuelle de la prise de décision au sein des gouvernements. Notre démarche à cet égard a consisté à établir des partenariats nationaux et régionaux, visant à renforcer les systèmes, à développer les capacités et à découvrir ensemble ce qui réussit et comment transposer à plus grande échelle les expériences réussies. La conjugaison des engagements techniques et politiques, les échanges et l'apprentissage par les pairs, ainsi que l'accent mis sur les capacités et le maintien de l'engagement à long terme ont tous été des éléments essentiels pour aider nos partenaires nationaux à obtenir des résultats. Par la coopération sur l'ensemble des systèmes gouvernementaux ou sur des problématiques spécifiques, nos partenariats avec les gouvernements de chaque région ont permis de renforcer les systèmes de données et d'améliorer la prise de décision, ce qui se traduira par une accélération des progrès vers les ODD.



Discussion de panel dans la zone média des ODD pendant l'Assemblée générale des Nations unies en 2018.

PARTIE 2

Des données pour des vies meilleures

L'une des inégalités les plus fondamentales tient à ce que certaines personnes sont comptabilisées et d'autres non. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, des millions de personnes, de tout âge, sont privées de services de base et ne jouissent pas de la protection de leurs droits parce qu'elles ne figurent sur aucun registre officiel. Leur naissance ou leur statut civil n'étant inscrit nulle part, elles n'ont pas accès à la couverture sanitaire, à l'école, aux programmes de protection sociale, ni même à la réponse humanitaire en cas d'urgence ou de conflit.

- A WORLD THAT COUNTS (2014)

Lorsque les dirigeants mondiaux se sont engagés à ne laisser personne pour compte, dans le cadre de l'Agenda pour le développement durable à l'horizon 2030, il est apparu clairement qu'il faudrait modifier en profondeur la façon de recueillir, d'analyser et d'utiliser les données. Bien souvent, il n'existe aucune donnée sur la vie des personnes les plus démunies et marginalisées, ou bien leurs difficultés sont noyées dans les chiffres de moyennes nationales ou de données programmatiques qui ne distinguent pas les groupes de populations spécifiques. Il est urgent de disposer de données précises et ventilées sur les plus démunis ainsi que de données rendant compte de la vie qu'ils mènent et selon leurs points de vue, pour que de meilleures décisions soient prises, qui aient un impact sur leurs vies.

L'engagement pris de ne laisser personne à l'orée du chemin est depuis toujours la raison d'être du Partenariat Mondial. Depuis notre création, nous insistons sur l'importance des données pour améliorer l'existence des personnes les plus pauvres dans le monde :

- Nous avons réuni plusieurs partenaires pour donner lieu à un partage de connaissances et faire naître de nouvelles orientations qui permettront de recueillir et d'utiliser les données générées par les citoyens (DGC). Ces orientations sont actuellement testées au Kenya et utilisées par nos partenaires à travers le monde.
- Vingt organisations ont adhéré à la Charte des données inclusives (CDI) au titre de champions des données inclusives, chacune dotée de son propre plan d'action pour la CDI, s'engageant ainsi à prendre des dispositions spécifiques pour produire des données plus inclusives.
 - En Colombie, le Bureau national de la statistique (DANE) prend désormais en compte le genre, le cycle de vie, l'ethnicité et le handicap dans la production de ses statistiques afin de mieux comprendre les besoins de la population.
 - Le gouvernement de Zanzibar recourt aux données pour comprendre la dimension genrée de la migration et de la criminalité.
 - Le Centre de surveillance des déplacements internes (CRDI) a développé des outils uniques pour recueillir les données ; il a conduit 2800 enquêtes quantitatives dans 15 pays et publié, pour la toute première fois, les estimations mondiales du nombre de femmes et d'enfants en situation de déplacement interne.
 - Le gouvernement de Sierra Leone a recueilli des données sur le genre et le handicap par le biais du recensement sur l'éducation de 2018/2019.

Les données citoyennes : des données par les citoyens, pour les citoyens

Les données générées par les citoyens (DGC, données citoyennes) permettent à ces derniers de parler d'eux-mêmes à travers les chiffres. En recueillant des données qui définissent et décrivent leur situation, les citoyens peuvent faire valoir plus efficacement leurs droits et avoir une emprise plus directe sur les décisions politiques. Les groupes de la société civile de par le monde emploient les données citoyennes pour modifier les politiques, améliorer les services et défendre leurs droits. Le Partenariat Mondial a récemment constitué un groupe

Les ressources du Partenariat Mondial sur les données citoyennes (DGC) font remonter le message selon lequel ce sont les enfants, les femmes et les hommes des communautés locales, les réfugiés et souvent les laissés-pour-compte qui sont en fin de compte les mieux placés pour dire si leurs vies sont réellement alignées sur les promesses des ODD. World Vision travaille auprès des communautés locales de 48 pays aux côtés de Citizen Voice and Action et avec son approche de responsabilité sociale. Ils recueillent par ce biais d'énormes quantités de données citoyennes, qui sont précieuses pour assurer la pérennité de la responsabilité, du niveau local jusqu'au niveau mondial. Le Guide sur les données citoyennes propose des indications utiles pour adapter ces données à l'objectif poursuivi.

– BESINATI PHIRI MPEPO

Directrice technique, responsabilité sociale et développement transformationnel, World Vision International

de travail sur les données citoyennes, qui rassemble **38 organisations** du monde entier, afin de comprendre comment celles-ci pourraient travailler ensemble pour améliorer la qualité des données recueillies et transmettre leurs connaissances à d'autres. À partir de cet apprentissage collectif, le groupe a produit un **rapport** ainsi qu'un **guide** sur les données citoyennes.

Cette richesse de connaissances semée à travers les ressources s'avère utile aux agences des Nations unies, donateurs, OSC ainsi qu'aux administrations gouvernementales. Au Kenya, les orientations sur les données citoyennes ont été adaptées avec succès au contexte national et aux normes en vigueur en matière de données. Pour poursuivre le développement du guide et comprendre comment les données citoyennes peuvent contribuer à l'amélioration de nombreuses vies, le Partenariat Mondial a lancé deux autres projets :

- Travailler aux côtés des OSC à l'élaboration de lignes d'orientation pour recueillir des données citoyennes qui correspondent aux critères du Bureau national de la statistique du Kenya.
- Une nouvelle initiative pour 2020–2021 entend encourager les instances de la santé à recueillir les données personnelles relatives la résistance aux microbes et utiliser ces outils pour mieux comprendre les comportements, les croyances et les pratiques conduisant à la surconsommation d'antibiotiques dans les zones littorales, les zones urbaines et les zones rurales.

La Charte des données inclusives

Nombreuses sont les raisons qui expliquent que certains soient exclus des données . Ainsi, l'absence de soutien politique et le manque de moyens s'accompagnent souvent de connaissances et de capacités techniques limitées, des expertises compartimentées par secteurs ou par organisations et un manque de coordination entre les organisations chargées de recueillir les données et celles chargées de les utiliser. Résoudre un seul de ces problèmes s'avère souvent insuffisant car surmonter les problèmes techniques ne permet pas de résoudre automatiquement les autres problèmes.

La Charte des données inclusives (CDI) est une initiative unique qui rassemble plusieurs parties prenantes pour améliorer la mise à disposition et l'utilisation des données inclusives et ventilées afin que gouvernements et organisations aient une meilleure compréhension, suivent de plus près les besoins des

personnes marginalisées et soient en mesure d'y répondre, agissant ainsi pour ne laisser personne pour compte. Lancée en 2018, la Charte a rapidement créé un vaste mouvement en faveur des données inclusives, recueilli l'engagement de 20 champions différents et accéléré et intensifié les progrès.

Les champions de la Charte des données inclusives adhèrent à cette vision de haut niveau et à ces principes et élaborent ensuite leurs propres plans d'action sur mesure, en soulignant leurs priorités sur les données inclusives et les mesures qu'ils prendront pour atteindre cette vision.

L'équipe de la CDI fournit un soutien stratégique et technique et encourage l'échange de connaissances entre champions et parties intéressées. La diffusion des progrès et des connaissances des champions crée une caisse de résonance qui génère un vaste mouvement favorable aux données inclusives auprès d'autres institutions. Celles-ci comprennent que le progrès est possible et s'en inspirent pour inscrire les données inclusives dans leurs priorités.



Nate Collectives/Unsplash.



Enfants sur le point d'entrer en classe en Sierra Leone.
Crédit : GPE/Stephan Bächenheimer.

Programme d'inclusion radicale à partir des données de l'éducation en Sierra Leone

David. M. Sengeh, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire et responsable de l'Innovation, gouvernement de Sierra Leone

En 2019, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire de Sierra Leone est devenu l'un des champions de la Charte des données inclusives (CDI) pour intensifier nos efforts autour de l'un de nos quatre principes d'orientation, l'inclusion radicale. Nous entendons l'inclusion radicale comme étant une égalité d'accès pour tous à une éducation de qualité, la question des données en faisant intégralement partie. Il est essentiel que l'information recueillie pour aider le ministère de l'Éducation dans ses décisions soit inclusive en tenant compte de tous les enfants et qu'elle soit ventilée de sorte que tous les citoyens aient accès à une éducation de qualité et que personne ne soit oublié.

Nous nous sommes engagés à renforcer les données relatives à l'éducation grâce à notre plan d'action CDI, en veillant tout particulièrement à ventiler les données de l'enquête selon des variables telles que le genre, le handicap et la géographie. Nous avons également voulu renforcer notre collaboration et la coordination avec les principaux partenaires nationaux, tels que le Bureau de la statistique de Sierra Leone, pour améliorer la collecte, l'analyse et le partage des données.

Le Partenariat Mondial pour les Données du Développement Durable et la Charte des données inclusives ont été instrumentales pour éveiller et soutenir la volonté politique nécessaire pour améliorer les données sur l'éducation inclusive. En 2018, ces partenaires ont encouragé la réalisation de plusieurs consultations destinées à améliorer la cohésion et la coordination entre le ministère et nos collaborateurs, en particulier sur des questions telles que le handicap. En ayant, lors de ces réunions, un retour direct de la société civile et des groupes marginalisés, le ministère a pu cartographier avec précision les manques de données les plus pressants et identifier les moyens spécifiques pour y remédier.

Ainsi, les données relatives à l'éducation étaient éparpillées, disséminées auprès de divers agents et institutions et ne bénéficiaient pas d'un centre d'analyse unique. Afin de consolider et d'harmoniser les données de l'éducation, nous avons recruté du personnel technique et créé une équipe de travail en lien avec le ministère. Nous avons renforcé le Système de gestion de l'information sur l'éducation (EMIS) et produit récemment de nouveaux codes pour toutes les écoles participant à l'édition 2019 du recensement annuel des établissements scolaires. Ces nouveaux codes sont en lien avec les codes EMIS du Bureau de la statistique de Sierra Leone et avec les fichiers nationaux de données sur les examens pour garantir la cohérence entre les données et les relevés.

Au cours des deux dernières années, nous avons introduit des questions supplémentaires dans les enquêtes nationales et les recensements scolaires annuels, telles le handicap par exemple, pour mieux comprendre la réalité des groupes marginalisés dans le système éducatif. Grâce à ces données plus inclusives, plus fiables et plus fines, nous avons pu opérer au sein de l'administration de façon transversale et contourner l'interdiction des jeunes filles enceintes à l'école. Nous avons également conçu des politiques et des campagnes pour parvenir à zéro pauvreté d'apprentissage, zéro écoles de fortune et zéro tricherie et mauvaises pratiques aux examens. Tout au long de notre travail, nous en avons référé aux cinq principes de la Charte du Partenariat Mondial pour les Données du Développement Durable pour nous orienter et nous aider dans notre prise de décision.

S'il est vrai que nous avons accompli de nombreux progrès, il reste encore beaucoup à faire. Notre priorité pour les semaines à venir porte sur le recensement annuel des écoles, et ce malgré le retard causé par la COVID-19. A cet effet, nous utiliserons à la fois les questionnaires numériques et physiques. Nous poursuivons nos efforts pour consolider les données sur l'éducation au sein d'un portail unique qui rassemblera toute information. En renforçant la qualité des données en matière d'éducation, nous poursuivons le travail d'intégration des données au cœur de l'appareil décisionnaire du ministère puisque l'inclusion radicale s'inscrit dans un plus large programme politique de transformation.

Depuis le lancement de la Charte des données inclusives, en 2018, nous avons :

Amélioré la visibilité des données inclusives dans les agendas nationaux et mondiaux. Avec nos partenaires, nous avons organisé des événements politiques de haut niveau et avons également soutenu des campagnes de terrain et d'engagement citoyen pour défendre les données inclusives aux côtés, par exemple, du Conseil des organisations non-gouvernementales pour l'appui au développement (CONGAD), au Sénégal. Des champions tels qu'Unicef et Sightsavers ont marqué leur enthousiasme croissant à l'égard de la Charte et soutiennent les données inclusives au sein de leurs organisations et plus généralement de la communauté du développement.

Propulsé l'action sur les données inclusives en aidant les champions à renforcer et à intensifier leurs efforts ainsi qu'à alimenter un réseau mondial dynamique. Au cours de l'année écoulée, l'équipe CDI a élargi son offre d'assistance technique, en apportant un soutien personnalisé à chaque champion pour les aider à évaluer leurs priorités, défaillances et besoins en données, à développer et mettre en œuvre leurs plans d'actions et les faire accéder au renforcement des capacités. Au Kenya, le secrétariat de la CDI apporte un soutien technique au Ministère du travail et de la protection sociale pour améliorer les données sur le handicap et permettre au ministère de veiller à ce que le système de protection sociale réponde aux besoins des personnes handicapées.

Créé les conditions d'un échange de connaissances et d'une collaboration pour aider les champions dans leur apprentissage et l'adoption des meilleures pratiques. Nous compensons l'atomisation de l'univers des données en organisant des séances de partage de connaissances et en encourageant les partenariats autour de grands thèmes. C'est ainsi que le tout nouveau groupe de travail sur les données du handicap et une collaboration pour sensibiliser au manque de données relatives aux jeunes en situation de déplacement interne sont nés avec l'IDMC, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Consortium pour les enfants des rues (CSC).

L'IDC prévoit une montée en gamme de 2020 à 2023 en continuant d'augmenter le nombre et la diversité des champions et en approfondissant l'assistance technique et l'échange de connaissances proposées au sein du réseau. Ainsi, des données inclusives en plus grand nombre et de meilleure qualité seront utilisées dans les politiques et les programmes destinés à protéger les personnes vulnérables et à les aider à s'en sortir, permettant ainsi à la communauté internationale d'honorer son engagement de ne laisser personne de côté.

Des données pour améliorer des vies

Si les données doivent être utilisées pour honorer l'engagement des ODD de ne laisser personne de côté, elles doivent refléter la réalité de la vie des plus démunis et des plus vulnérables et mettre au jour les informations qui conduiront à la concrétisation de plaidoyers, de politiques et de programmes. Les gouvernements et les groupes de la société civile ont tous deux un rôle à jouer pour révéler au grand jour ce qui est invisible et veiller à ce qu'en matière de données, personne ne reste en marge. Les données se doivent d'être inclusives, tant dans la forme que dans les fonctions. Elles doivent révéler la réalité de l'existence des gens, et ce en les avertissant et en obtenant leur assentiment et leur participation. Les partenariats et les collaborations encouragées par le Partenariat ces cinq dernières années ont permis de faire avancer l'état des connaissances et les compétences de nombreuses organisations et conduit à améliorer concrètement la représentativité des citoyens dans les données et leur prise en compte dans les systèmes de données. Nous continuerons à œuvrer pour que les systèmes de données profitent aux plus pauvres en leur donnant une visibilité et à encourager le changement pour améliorer leurs vies.

PARTIE 3

Un meilleur monde de données

L'objectif du Partenariat Mondial pour les Données du Développement Durable est d'améliorer la conception des politiques et la vie des individus grâce à une meilleure utilisation des données. Outre la participation directe auprès de gouvernements, d'entreprises et de groupements de la société civile sur des petits projets et programmes, le secrétariat travaille également avec des partenaires pour engranger un changement systémique dans le domaine des données, en facilitant l'innovation utile et le partage responsable de données, en rendant les systèmes interopérables et en augmentant le financement des systèmes de données. A titre d'exemple, l'équipe :

- s'est employée avec la Banque mondiale à soutenir 38 projets d'innovation des données collaboratifs, à hauteur de 7,2 millions de dollars.
- a produit, grâce aux retours d'information d'une centaine de partenaires, un guide sur l'interopérabilité des données, qui a été accepté par la Commission de statistiques des Nations unies et est d'ores et déjà utilisé pour renseigner les pratiques dans pas moins de neuf pays.
- a travaillé aux côtés de la Fondation Bill et Melinda Gates, de la FAO, du Fonds des Nations unies pour le développement agricole, de la Banque mondiale et de plusieurs gouvernements pour lancer l'initiative 50x2030 destinée à combler le fossé des données agricoles. Cet effort conjoint des partenaires prétend aider les petits agriculteurs à améliorer le rendement et la productivité de leurs exploitations grâce au co-financement d'études agricoles dans 50 pays d'Afrique, d'Asie, du Proche-orient et d'Amérique latine.
- a permis de débloquer les sommes de 1,6 millions de dollars pour le Bureau de la statistique du Ghana et de 2,5 millions de dollars en Sierra Leone pour financer les initiatives sur les données développées grâce aux collaborations avec le Partenariat Mondial.
- a produit un rapport majeur qui propose une estimation des besoins de financement nécessaires pour les données ainsi qu'une série sur la valeur des données pour soutenir le conseil dans l'investissement des systèmes de données. Avec un groupe de partenaires, il a réussi à inscrire les données à l'agenda des cercles de développement financier, y compris du Partenariat Mondial pour une bonne coopération au développement.

Notre équipe rassemble des partenaires mûs par des intérêts communs et désireux de travailler ensemble, de partager leurs connaissances et d'enclencher collectivement un changement auquel aucune organisation ne peut prétendre en agissant seule. Pour 2021, nous prévoyons d'intensifier l'apprentissage, la politique et le travail de plaidoyer afin que la puissance et l'expertise de notre réseau soient mis au service de la création du système de données dont le monde a besoin pour protéger le droit des peuples et pour atteindre les ODD.

Financer l'innovation

Le Collaborative Data Innovations for Sustainable Development Fund (Fonds collaboratif d'innovation des données du développement durable) mis en place par le Partenariat Mondial pour les Données du Développement Durable et la Banque mondiale soutient des collaborations innovantes dans les domaines de la production, diffusion et utilisation de données. Le fonds en est actuellement à son troisième cycle et compte à son actif des projets dans divers secteurs et domaines qui apportent des solutions à des problèmes identifiés par les gouvernements et acteurs tiers. Ces projets de collaboration sont réalisés dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ou bien à leur intention et sont généralement orientés vers le développement durable et en particulier les ODD. Au total, le fonds a mobilisé 7,2 millions de dollars pour soutenir 38 projets depuis 2016.

L'un des bénéficiaires, Dimagi, est un prestataire de santé numérique présent en Afrique subsaharienne. Dimagi propose des méthodes de soins cliniques pour les professionnels de santé de premiers soins, permettant d'assurer une meilleure prise en charge des patients atteints de VIH et de doter les communautés d'un service sanitaire. Le Fonds d'innovation de Dimagi cherche à répondre à la question suivante : « dans le cadre d'un système de santé numérique, pouvons-nous utiliser l'apprentissage machine pour distinguer les patients susceptibles de ne pas revenir en consultation et comment intégrer cela dans le travail quotidien d'un professionnel de première ligne ? » Le projet a démontré que l'utilisation de l'apprentissage machine permet de prévoir les risques d'absentéisme. Les modèles prédictifs d'apprentissage

machine développés tout au long du projet peuvent ainsi aider les programmes de premiers soins à identifier les patients susceptibles de ne pas revenir en consultation et de suivre leur traitement (dans le cas de maladies telles que le VIH et la TB) en quantifiant les facteurs de risque sous-jacents à prendre en compte. À l'inverse, les programmes de santé pourront aider les patients présentant un risque élevé d'absentéisme et faire ainsi baisser les coûts.

Un autre bénéficiaire, Kabadiwalla Connect, a opéré une révolution dans la gestion des déchets urbains à Chennai, en Inde. Ce travail est une première tentative destinée à recenser et cartographier les acteurs du secteur informel des déchets à Chennai. Kabadiwalla Connect a développé des mécanismes et une politique qui poussent les communautés à pratiquer les bons gestes et la gestion durable de déchets. Il est parvenu à intégrer ces méthodes dans les stratégies formelles de gestion des déchets des municipalités locales.

Soutenir l'innovation dans l'utilisation des données personnelles

Les entreprises privées détiennent une masse considérable de métadonnées, telles que les données mobiles, dont les applications positives sont nombreuses dans le domaine social. De nombreux partenaires expérimentent divers modèles techniques et de partenariat pour que ce type de données soit utilisé dans le suivi et la mise en œuvre des ODD. Bien que ces expériences aient démontré le potentiel bienfait du partage de données public-privé, elles ont également pointé les risques et les obstacles qui empêchent l'utilisation responsable de ces données à des fins de bien général alors qu'elles sont détenues par des entités privées. La pandémie de la COVID-19 a intensifié ces efforts, tout en multipliant les risques attendus.

Au cours des cinq dernières années, nous avons voulu encourager une utilisation responsable des données personnelles à des fins de développement à grande échelle

en soutenant l'innovation autour de nouvelles approches, en établissant des partenariats entre acteurs des secteurs public et privé et en facilitant le partage de connaissances.

Établir des partenariats

Au tout début de l'engagement auprès de gouvernement partenaires en Afrique et en Amérique latine, la convoitise à l'égard des données privées était grande mais se heurtait à la difficulté de mettre en place des partenariats public-privé. Nous avons réagi en mettant en place des partenariats susceptibles d'assurer la continuité de ces efforts et de permettre à nos partenaires gouvernementaux de faire preuve d'innovation.

- Au Ghana, nous avons rétabli la collaboration entre le Bureau de la statistique du Ghana, Vodafone Ghana et la Fondation Flowminder, pour relancer un projet d'étude sur l'exploitation des fichiers d'appels détaillés destinés à produire des statistiques officielles. Ainsi, le gouvernement du Ghana utilise désormais les données de téléphonie mobile pour comprendre la mobilité des Ghanéens et mesurer l'efficacité des politiques de confinement liées au coronavirus.
- Au Kenya, nous avons travaillé avec l'Autorité de la communication du Kenya, le Bureau national de la statistique et Safaricom dans l'élaboration d'un projet pilote bénéficiant de l'appui de l'Union internationale de télécommunications (UIT) et qui utilise les métadonnées pour mesurer la société de l'information. Cela permet le développement d'un cadre de protection et de confidentialité des données au Kenya.
- Plus récemment, dans le cadre de notre collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (CEA) au sujet de la COVID-19, nous soutenons les efforts visant à utiliser les données mobiles et des réseaux sociaux pour répondre à la COVID-19 au Kenya, en Namibie et en Sierra Leone.

L'analyse des métadonnées mobiles recèle un énorme potentiel qui nous aiderait à atteindre les ODD, mais il y a beaucoup à faire pour que ce potentiel se transforme en une demande ayant un impact. Le GSMA et le Partenariat Mondial œuvrent depuis longtemps à rapprocher le secteur privé et les usagers de l'administration. Par le biais de la collaboration sur les activités de sensibilisation, le renforcement des capacités, les discussions confidentielles ou la création de produits du savoir, le GPSDD nous permet de soutenir ceux qui cherchent à développer et à proposer un nouvel angle d'approche pour les ODD.

- JEANINE VOS

Cheffe de l'accélérateur ODD, GSMA

Partager les enseignements

L'utilisation des données privées au profit du bien public exige la collaboration de nombreux intervenants et de nouveaux modes de travail. Cela exige de nouer de nouveaux contacts et de décliner les concepts et les approches dans les domaines et secteurs de façon transversale. Alors que des expériences sont en cours dans plusieurs pays avec divers partenaires et selon des méthodes et des modèles différents, nous avons créé un lieu de partage pour échanger sur les enseignements tirés et pousser la réflexion.

En février 2019, le Partenariat Mondial a organisé à Nairobi, le Forum des données mobiles à impact social, qui a rassemblé plus de cent participants provenant du Ghana, du Kenya, de Sierra Leone, du Sénégal, de Tanzanie et d'Ouganda, ainsi

que des acteurs mondiaux pour un partage de connaissances sur les outils et méthodologies en vigueur et donner de l'élan aux données mobiles pour le développement. Les participants ont évoqué leurs réussites et les difficultés rencontrées et en sont sortis avec des étapes bien définies et de nouveaux partenariats à exploiter. Ces discussions ont fait évoluer le mouvement sur la protection des données et le cadre de la confidentialité au Kenya.

Plus récemment, nous avons organisé une série de webinaires pour que les médecins participant au partage de données privées dans le cadre de la réponse à la pandémie de la COVID-19 puissent échanger sur leurs expériences respectives. Nous étions motivés par l'idée que des secteurs et projets qui travaillent souvent en vase clos puissent apprendre les uns des autres, créant ainsi, à l'intention des médecins, un espace d'apprentissage sur le tas sans attendre que la crise ne soit passée, et veiller à diffuser ces enseignements à l'avenir. Cette série a rassemblé 32 personnes venant de 23 organisations, utilisateurs de données, détenteurs de données, intermédiaires, chercheurs, défenseurs et donateurs, provenant de 10 pays.

Si le partage de données peut représenter un défi pour toutes les parties, les discussions de cette série ne se sont concentrées que sur les plus grandes problématiques pour le secteur public, du côté de l'utilisateur de données. Ils ont été nombreux à mentionner le manque de prise en compte de la perspective des utilisateurs. Or, c'est ce qui freinera le processus si la question n'est pas traitée. Il n'est sans doute pas surprenant que les conclusions de cette série d'apprentissage en reviennent à la question de l'utilisation des données, mais cela rappelle également combien il est important de répondre aux besoins réels des utilisateurs afin de garantir la pérennité de la démarche. Nous intégrerons ces enseignements dans notre travail à venir, en inscrivant les besoins des utilisateurs au cœur de notre travail de plaidoyer, de partage de connaissances et de médiation.

Écouter les points de vue d'un éventail de participants aussi varié, qui représente toutes les parties de l'écosystème du partage des données public-privé, s'est avéré très instructif. Lorsque je travaille sur un projet, je me concentre sur ce qui doit être fait pour atteindre les objectifs du projet en question. Cela ne laisse souvent pas de marge pour examiner dans le détail les perspectives de chacun des autres intervenants. La série d'enseignements du Partenariat Mondial a créé cet espace d'écoute pour les fournisseurs de données, consommateurs de données et intermédiaires qui ont décrit leurs motivations, leurs exigences et leurs difficultés. Cela m'a permis d'avoir une meilleure vision d'ensemble pour des initiatives futures de partage de données.

- TRACEY LI

Fondation Flowminder



Données mobiles pour le Forum régional sur l'impact social, Nairobi, Kenya.

L'interopérabilité : relier les gens en reliant les données

Les données seront d'autant plus utiles qu'elles seront combinées à d'autres données, et tout bon système est celui qui permet de relier les données provenant de sources différentes afin de dresser un portrait détaillé de la situation qui pourra déboucher sur une bonne compréhension et des dispositions adaptées.

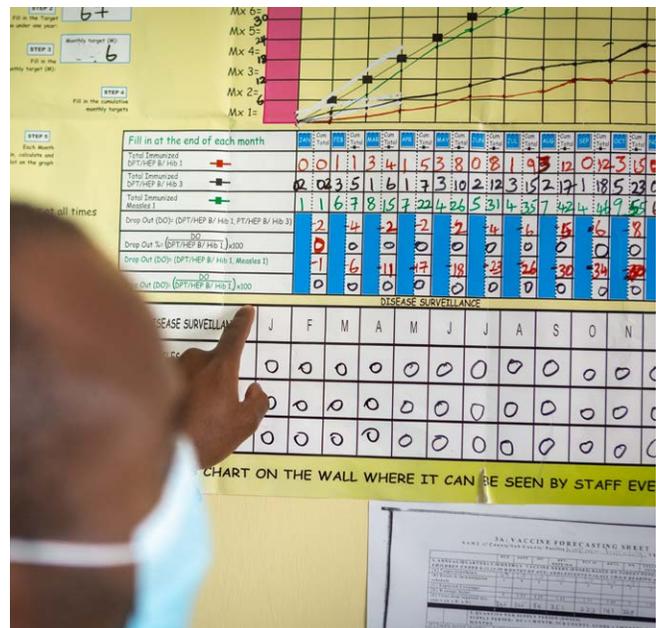
D'emblée, nos pays partenaires avaient indiqué que l'interopérabilité, ou l'absence de celle-ci, était un élément qui restreignait le champ de travail des statisticiens et des décideurs politiques dans la bonne utilisation des données. Trop souvent, l'interopérabilité est l'exception plus que la règle. Les pressions commerciales, les rivalités institutionnelles et les contraintes budgétaires expliquent que de nombreux systèmes qui ne communiquent pas entre eux, aient été créés au cœur des organisations et d'une organisation à l'autre afin de recueillir, traiter et diffuser les données. La prolifération des plates-formes technologiques, des définitions des données et des dispositions institutionnelles en matière de gestion, de partage et d'utilisation des données impose de consacrer de plus en plus de ressources à l'intégration des données en particulier, car elles sont nécessaires à la réflexion et à la décision politique.

Le travail mené par le Partenariat Mondial sur l'interopérabilité, c'est-à-dire la capacité de relier différents fichiers de données sans perdre, ni leur contexte ni leur signification, a commencé il y a quatre ans et illustre la détermination sur le long terme de réunir les partenaires pour créer des systèmes de données plus performants. Notre engagement à l'égard de l'interopérabilité, un domaine qui allie la politique et la pratique en matière de données, est ce qui caractérise le mieux le Partenariat Mondial, à savoir réunir divers partenaires autour de domaines complexes et techniques de la révolution des données afin qu'ils trouvent, alimentent et déploient leur potentiel humain et organisationnel.

Les données sont interopérables quand elles peuvent être facilement réutilisées et traitées dans des buts différents et qu'elles permettent à divers systèmes de travailler ensemble.

Créer une approche collaborative

Lors du premier Forum sur les données mondiales des Nations unies, en 2017, la Division des statistiques des Nations unies et le Partenariat Mondial ont annoncé un partenariat destiné à exploiter les opportunités et à identifier les bonnes pratiques pour améliorer l'interopérabilité des données dans le développement durable. La Collaboration sur l'interopérabilité a servi de forum aux organisations de la société civile, agences des Nations unies, OING, société civile, universités et au secteur privé qui ont pu discuter ensemble de ce que signifie « relier » les données. Le travail initial a porté en majorité sur la mise en contact de plusieurs groupes afin de dégager une définition et une interprétation communes du sens pratique de l'interopérabilité.



Elphas Ngugi/Global Partnership for Sustainable Development Data.

Partage et ancrage de l'apprentissage : lancement du guide de l'interopérabilité

Le groupe collaboratif a produit un guide intitulé **Interoperability: A practitioner's guide to joining-up data in the development sector** (le guide) qui se pose en référentiel d'informations sur les questions d'interopérabilité, conçu spécifiquement à l'intention des statisticiens et professionnels du développement chargés de la gestion de données. Dès son lancement, lors du Forum mondial des Nations unies sur les données, en 2018 à Dubaï, le guide a été très bien accueilli et de suite adopté par de nombreux représentants gouvernementaux. Ainsi, le Bureau national de la statistique du Mexique (INEGI) l'a immédiatement mis en pratique pour définir sa stratégie de gestion des données, tout comme le gouvernement du Kenya, entre autres.

Grâce au lancement du guide, le Collaboratif est parvenu, en à peine deux ans, à faire progresser les voix à l'unisson sur ce sujet particulièrement technique, parfois abscons, qu'est la gestion des données. Il en a renforcé la visibilité, mettant en exergue le caractère facilitateur de la gestion des données sur la révolution des données. Le guide a ensuite été adopté par la Commission de statistiques des Nations unies, franchissant ainsi, avec les objectifs dont il est porteur, un pas de plus.

Dans la pratique, cela veut dire que le guide est désormais à la disposition des organisations de la société civile du monde entier au titre de référentiel officiel. Dans les déclarations prononcées devant le 50^e Conseil de sécurité de l'ONU, les représentants des organisations de la société civile de **Suisse**, **d'Indonésie** et **de Malaisie** se sont félicités de l'existence de ce guide comme source d'information, entérinant ainsi son acceptation.

L'interopérabilité à l'œuvre interoperability in action

En 2020, nous nous sommes concentrés sur les questions de mise en œuvre. Suite à une demande d'aide présentée par le gouvernement du Kenya, le Partenariat Mondial est intervenu auprès du Ministère de la Santé du Kenya pour l'aider à

finaliser le **Kenya Health Information Systems Interoperability Framework**, le cadre de l'interopérabilité et sa feuille de route (voir étude de cas).

En parallèle, nous avons poursuivi notre plaidoyer mondial. La Commission des statistiques des Nations unies a exigé « la poursuite du développement des lignes d'orientation sur l'interopérabilité, reconnaissant l'importance des outils d'interopérabilité pour les pays ». Pour parvenir à cet objectif, le Collaboratif s'emploie actuellement à développer un module avancé de modélisation sur l'interopérabilité pour aider les pays à élaborer leurs priorités de mise en œuvre.

Au moment du Forum sur les données mondiales des Nations unies 2020, prévu à la fin de cette année, le travail du Collaboratif sera près de se conclure avec le lancement de son évaluation de maturité pour l'interopérabilité. La mission initiale consistant à créer une compréhension commune et consensuelle sera accomplie et le guide continuera d'être mis à jour, en accord avec les nouvelles réflexions et pratiques. Le Partenariat Mondial poursuivra sa mission en faveur de l'interopérabilité, grâce à ses partenariats et projets. Notre travail de plaidoyer continuera à encourager l'interopérabilité, comme l'une des caractéristiques de l'utilité des données permettant de réaliser des avancées majeures pour les ODD.



Des données pour éradiquer la faim, événement parallèle à l'Assemblée générale des Nations unies en 2018.

Relier les données de santé pour un système de santé universel au Kenya

Dr. Joseph Sitienei, chef du Département de suivi de la santé, Ministère de la santé, Kenya

En 2018, le président de la République du Kenya a lancé un ambitieux programme, le “**Big 4 Agenda**”, qui définit les quatre domaines de développement prioritaires pour le Kenya : la sécurité alimentaire, l'accès au logement, l'industrie et le système de santé universel (SSU). Au Ministère de la santé, il est de notre devoir de veiller à faire du SSU une réalité d'ici 2022.

Pour parvenir à mettre en place un système de santé universel au Kenya, le ministère devra fournir un flux constant de données aux quatre coins du pays. Grâce à ces données, nous saurons quelles sont les maladies qui touchent la population et nous pourrions mobiliser les traitements, la recherche et les services pour y remédier de façon efficace. Nous saurons où est déployé le personnel médical et où se trouvent les fournitures et serons donc en mesure d'évaluer les besoins de la population et d'y apporter une réponse. Par ailleurs, nous saurons combien il y a de centres de santé dans chaque département et commune, de sorte que toutes les communautés aient accès aux services dont elles ont besoin. Ces données recouvrent une importance fondamentale pour le ministère dans son ensemble, pour la planification, la mise en œuvre, le contrôle et le suivi des activités. En somme, ces données seront utilisées dans la prise de décision à tous les niveaux de la prestation de services.

Pour concrétiser cette vision, il nous faut être en mesure de relier les divers flux de données qui circulent dans le secteur de la santé au Kenya et les centraliser au sein du Ministère de la santé. En d'autres termes, nous devons assurer l'interopérabilité des flux de données, c'est-à-dire être en mesure de les relier de sorte qu'ils conservent leur signification contextuelle mais puissent être automatiquement traités, consolidés, analysés et intégrés informatiquement.

Notre cadre politique et législatif a d'emblée reconnu ce besoin et défini un mandat clair qui nous autorise, au sein du Ministère de la santé, à poursuivre notre programme sur l'interopérabilité. La *loi sur la santé 2017* exige précisément « un mécanisme pour assurer l'interconnectivité de tous les systèmes informatiques de chaque commune ». Le *programme national de e-santé au Kenya 2016 - 2030* et la *Stratégie de e-santé au Kenya* précisent le mandat de la loi sur la santé et définissent la voie à suivre.

Sur la base de ces cadres politiques et avec l'aide du Partenariat Mondial, nous avons d'ores et déjà développé et finalisé le *Cadre de l'interopérabilité des systèmes d'information de santé au Kenya*.

Le cadre sur l'interopérabilité est essentiel pour parvenir concrètement à relier les données sanitaires dans le pays et, dans le secteur de la santé à l'échelon nationale et des communes de sorte à inclure les acteurs non étatiques. Nous n'ignorons pas que l'interopérabilité ne consiste pas uniquement à relier les données mais à établir des liens entre personnes, départements, services sanitaires et fournisseurs qui, ensemble, constituent le système de santé. Cette approche démontre également combien nous sommes conscients de l'importance fondamentale de disposer au Kenya d'une politique de e-santé capable d'accompagner le rythme du développement technique et veille à ce que toutes les parties du système de santé participent du système de données.

Selon nous, ce projet tient son caractère unique à l'engagement et à la coordination dont il a toujours été empreint. Le cadre lui-même en est l'illustration, qui souligne la gouvernance et la direction comme éléments facilitateurs de l'interopérabilité, reposant sur les orientations définies dans *Data Interoperability: A Practitioner's Guide to Joining Up Data in the Development Sector*, un guide pratique pour relier les données dans le domaine du développement. Loin d'être un détail logistique, ces éléments feront de ce document un guide pratique et utile à quiconque l'utilisera, aux médecins ou infirmiers des cliniques et des hôpitaux du pays, au personnel du service informatique des cliniques ainsi qu'à mes collaborateurs chargés de l'analyse des données ou encore à moi-même et à mes collègues qui utiliseront ces analyses pour prendre des décisions majeures sur le financement de la santé et l'affectation des ressources.

Grâce à l'Agenda Big 4 du président, le Kenya traverse un moment politique sans précédent pour opérer un réel changement dans les prestations de santé du pays. Le cadre de l'interopérabilité est l'une des pierres angulaires qui nous aidera à poursuivre notre vision et dote le ministère d'un mandat et d'une feuille de route clairs sur la façon de canaliser tous les flux de données sanitaires du Kenya dans une seule et même direction et dans un même but.

Investir dans les données : la base de tout bon système

Tous nos partenaires s'accordent à dire que le manque de financement constitue trop souvent une contrainte pour la production et l'utilisation de données susceptibles d'améliorer nos vies. Les données sont essentielles dans n'importe quel secteur, que ce soit la santé, l'agriculture, l'éducation ou la protection sociale. Pourtant, le domaine des données souffre d'un sous-financement chronique et les fonds disponibles sont alloués à la création d'inutiles silos et systèmes, incapables d'interopérabilité entre eux. Le Partenariat Mondial et ses partenaires vont continuer de faire valoir l'efficacité des investissements dans les systèmes de données comme fondement à tout progrès, et ce dans tous les domaines.

Le Partenariat Mondial s'efforce aux côtés de ses principaux partenaires, dont la Banque mondiale, PARIS21, Open Data Watch, Development Gateway, le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, entre autres, de réclamer plus et de meilleurs moyens pour financer le domaine des données.

Pour soutenir ce travail, sous la direction de Open Data Watch, le groupe a publié un rapport, le *State of Development Data Funding*, qui calcule le coût de production minimum des données pour les ODD dans 144 pays en développement et fait une estimation du manque de financement sur la base du niveau actuel d'investissement national et international. Ces estimations ont été largement relayées depuis leur publication, en 2016, et ont contribué à formuler le plaidoyer réclamant plus et de meilleurs moyens de financement pour les données. Il a été suivi de douze brèves études de cas axées sur les retombées financières et sociales des investissements réalisés dans le domaine des données. Peu évoqué, cet épisode s'est avéré être le moyen le plus persuasif d'attirer l'attention des décideurs politiques.

À partir des discussions menées au sein de notre groupe consultatif et sous la direction du gouvernement suisse et de PARIS21, a été créé le réseau Berne pour améliorer la quantité et la qualité des moyens destinés aux données et aux statistiques pour aider les ODD. Le réseau Berne défend plus de transparence et de cohérence dans le financement des données et des statistiques et l'amélioration de la correspondance entre le financement et les besoins des pays. En tant que membre du groupe fondateur, le secrétariat du Partenariat Mondial participe à la stratégie d'ensemble et soutient cette cause.

Nous avons également travaillé sur des priorités destinées à soutenir le financement dans des secteurs spécifiques, en accord avec nos priorités :

Investir dans les données pour ne laisser personne de côté

Les systèmes des registres et statistiques de l'état civil garantissent à tous les citoyens d'avoir une identité juridique et d'être recensés. La couverture des registres des naissances et des décès, ainsi que la complétude des statistiques de base, restent un défi, y compris dans les pays qui disposent d'un service de l'état civil.

Dans une large mesure, cette difficulté perdure en raison du sous-investissement dans les systèmes des registres et statistiques de l'état civil et autre système d'administration de l'état civil. Alors même que sont déployés de nouveaux systèmes d'identité et que sont introduites des technologies numériques, nombreux sont encore les pays qui n'ont pas consolidé leur système de base. Ainsi perdurent les cas d'inégalités, d'exclusion et de marginalisation, une planification et prestation de services déficiente et le gaspillage des ressources publiques. De 2018 à 2019, le Partenariat Mondial s'est associé au Centre d'excellence sur le système d'enregistrement des faits d'état civil et

¹ Connue auparavant sous le nom de UK Department for International Development (DfID)

statistiques de l'état civil, situé au Centre de recherche pour le développement international (CRDI), dans le but de produire un recueil de six études de cas sur les pays ayant réussi à relier leurs registres et statistiques de l'état civil au système de gestion des identités. L'objectif de ce recueil (lancé à la 74^e Assemblée générale des Nations unies et à la Ve conférence des ministres africains responsables des registres et

statistiques de l'état civil) est de mettre en exergue les bonnes pratiques à l'intention de pays qui pourraient s'en inspirer. C'est également de mobiliser l'appui politique pour renforcer les services et statistiques de l'état civil avec l'intégration des systèmes de gestion d'identité et de défendre la création d'une entité juridique pour tous comme un élément fondateur pour atteindre les ODD.

Établir un lien entre l'état civil, les statistiques d'état civil et les systèmes de gestion d'identité pour faciliter la prise de décision

Irina Dincu et Anette Forsingdal, Centre d'excellence pour les systèmes et statistiques d'état civil, Centre de recherche pour le développement international

Les systèmes de registre et de statistique d'état civil, à la fois généraux, innovants et intégrés, ainsi que les systèmes d'administration d'identité juridique assurent la protection de la population et sont la garantie que tout citoyen sera comptabilisé tout au long de sa vie. Ces systèmes, qui englobent naissances, mariages et décès (et leur cause) ainsi que l'identité juridique, confèrent aux citoyens l'accès aux droits et services fondamentaux qui leur reviennent. C'est d'autant plus important pour les groupes marginalisés qui ne sont que rarement pris en compte dans les décisions politiques et l'affectation des fonds. Le Centre d'excellence pour les systèmes de registre et de statistique de l'état civil situé du Centre de recherche pour le développement international et le Partenariat Mondial pour les données du développement durable ont unis leurs forces pour développer le *Compendium for Linking Civil Registration, Vital Statistics, and Identity Management Systems*, un recueil qui documente les pratiques relatives à l'intégration de ce type de système, pour soutenir les pays désireux de construire et de renforcer des systèmes d'enregistrement et de statistique de l'état civil qui soient pérennes et capable de protéger les citoyens et de produire les données nécessaires pour assurer le suivi des ODD. Ces systèmes s'avèrent particulièrement utiles dans le cadre de l'ODD 16.9 sur l'identité juridique et de l'ODD 17.9 sur le développement de mesures du progrès, entre autres indicateurs.

Le Centre d'excellence s'est également associé au Partenariat Mondial et à la Division statistiques des Nations unies pour organiser un événement parallèle à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York en 2019, intitulé « État civil, statistiques démographiques et identité pour ne laisser personne en chemin ». L'événement a démontré, études de cas pratiques à l'appui, combien il est important pour les pays d'investir dans les registres et statistiques de l'état civil et dans l'intégration de ces registres

aux systèmes d'identité. D'autres pistes ont également été explorées, tout comme la mobilisation de l'appui politique nécessaire au renforcement des services de l'état civil avec l'intégration aux systèmes d'identité ou encore la défense de l'identité juridique pour tous comme étant un critère de base pour atteindre les ODD. Maria-Francesca Spatolisano, secrétaire générale adjointe à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations au Département de l'économie et des affaires sociales des Nations unies et Mahmoud Mohieldin, vice-président principal pour l'Agenda à l'horizon 2030, y ont participé, ainsi que les ministres et représentants de haut-niveau d'Équateur, de Namibie, des Pays-Bas et de Zambie. Lors de la Ve Conférence ministérielle des responsables de l'état civil en Afrique, le rassemblement le plus prestigieux des autorités africaines en charge de l'état civil, le Centre d'excellence, le Partenariat Mondial et Global Financing Facility ont organisé trois séances de lancement et de promotion du recueil. Forte du partage et de la diffusion des perspectives avancées dans le nouveau recueil et d'autres éléments de recherche, la conférence s'est posée comme une opportunité stratégique de contribuer à l'agenda mondial et régional sur l'identité juridique et l'intégration des registres et statistiques d'état civil et systèmes d'identité. Grâce à notre engagement dans les débats, tant techniques que politiques, le travail mené par le Centre d'excellence a été mentionné au cours de la réunion de préparation des experts ainsi que dans les comptes-rendus ministériels de réunion. Ceux-ci ont encouragé, en particulier, les États membres de l'Union africaine à adopter les meilleures pratiques et leçons proposées dans le recueil. Ils demandent également qu'une expérience pilote soit mise en place dans le cadre de l'amélioration des systèmes de registre civil dans deux pays au moins. Cela témoigne non seulement de la valeur et de la pertinence de l'engagement du Centre sur le continent africain, mais souligne également combien les gouvernements comptent sur le travail que nous menons pour renforcer leurs systèmes de registres et statistiques de l'état civil.

Nouveaux engagements de la part des donateurs pour les données pour l'agriculture

En septembre 2018, nous avons soutenu le lancement de l'initiative 50x2030 pour combler le fossé des données agricoles, un engagement financier majeur sur les données de base. Le 50x2030 est une initiative rassemblant plusieurs parties prenantes, destinée à renforcer les statistiques de base du secteur agricole en investissant régulièrement dans la réalisation d'enquêtes auprès d'exploitants agricoles dans 50 pays d'ici 2030. Sans ces données de base, il

serait quasiment impossible d'éradiquer la faim et toute forme de malnutrition, comme le préconise l'ODD 2. Cet engagement pour un financement sectoriel représente une importante contribution à l'effort général sur le financement des données et l'importance d'une approche à la fois sectorielle et transversale. Nous allons continuer à défendre l'investissement dans les données agricoles de base en mobilisant l'appui politique en faveur du travail sur les données et statistiques mené par les organisations internationales pour l'agriculture et l'alimentation basées à Rome, où nous continuons à faire valoir les études de cas sur les données dans notre plaidoyer.

Un meilleur monde de données

Les données s'inscrivent dans les politiques d'infrastructures les plus importantes qui sont le moteur du progrès. Tout comme les infrastructures physiques, les systèmes de données doivent être suffisamment robustes pour répondre aux besoins des utilisateurs. Ainsi, les engagements à l'échelle nationale et mondiale pour financer la production et l'utilisation des données, pour encourager les innovations basées sur une utilisation sûre et démocratique des nouvelles technologies et pour veiller à ce que les données elles-mêmes soient collectées et utilisées, doivent s'inscrire dans un système d'ensemble et ne pas être cloisonnées pour ne pas empêcher l'interopérabilité. Ces changements ne pourront se concrétiser que grâce à la collaboration, la recherche du consensus et les engagements sur le long terme. C'est à cette fin que le Partenariat Mondial réunit depuis cinq ans les organisations qui y adhèrent, faisant ainsi un meilleur monde de données.



Climate Reality Project/Unsplash

Conclusion : l'enseignement de ces cinq années

Au cours de ces cinq années, nous avons expérimenté, testé, échoué, réussi et recommencé. Chaque jour est une source d'enseignements, grands et petits, pour le réseau et l'équipe que nous sommes, et nous sommes conscients qu'il nous reste beaucoup à apprendre. Certaines des leçons majeures de ces cinq dernières années ont été déterminantes dans le changement de cap opéré sur notre stratégie et notre approche. Nous avons réfléchi en profondeur au sens d'incarner un partenariat dont la détermination est de déclencher le changement et de faire la différence au sein des pays et à ce que signifie rassembler des organisations autour d'un objectif commun. Nous avons également accumulé nombre de connaissances et d'expériences sur la façon de construire ce meilleur système de données auquel nous aspirons tous. Ces enseignements orienteront nos décisions pour les cinq prochaines années et nous souhaitons qu'ils soient utiles à d'autres, ceux qui partagent nos objectifs et nos valeurs.

De ces cinq années, il se dégage cinq thèmes qui orienteront notre conduite à l'avenir :

1

Prendre le temps

L'engagement stratégique exige d'être patient.

Faire avancer avec constance la cause des données comme base de toute prise de décision exige du temps. Il faut du temps pour tisser des liens et les institutions mettent plus longtemps à changer. Les engagements doivent être pris sur le long terme et la planification et la budgétisation doivent en tenir compte.

L'écoute est une compétence sous-estimée. Aucun raccourci ne permet de comprendre les priorités d'un pays et d'élaborer une réponse adaptée aux besoins dudit pays. À moins que les partenariats ne dotent les pays de ce dont ils ont besoin et de ce à quoi ils attachent de la valeur, ils ne seront pas viables.

Les institutions sont importantes.

Si tout progrès commence par un bon relationnel, il ne peut y avoir de continuité que si le progrès s'inscrit dans un cadre institutionnel qui lui est favorable. Il faut ainsi bénéficier de la bonne structure et des bonnes relations, bien que cela puisse sembler bureaucratique et une perte de temps pour les plus impatientes de voir le changement à l'œuvre.

Investir dans l'apprentissage est un bon investissement.

Le temps de la réflexion, de l'échange d'expériences et de l'apprentissage ne doivent pas être escamotés, et ce en dépit des pressions constantes pour passer rapidement au projet suivant.

2

Tout projet repose sur les acteurs

Le relationnel est essentiel.

La confiance se construit sur la durée dans le cadre des partenariats multisectoriels. Même lorsqu'une relation est déjà établie, elle peut être mise à mal par un changement d'interlocuteur, de gouvernement ou de direction. Il est toujours essentiel de prendre le temps de nouer des relations solides, à divers niveaux.

Se comprendre mutuellement.

La divergence entre les attentes peut freiner toute avancée. Il existe un décalage naturel entre le rythme des innovateurs du « côté de l'offre », le secteur privé, les organisations non-gouvernementales internationales et le monde de la recherche, et celui, plus lent, des gouvernements. Le rôle du Partenariat Mondial consiste, en partie, à assurer la médiation entre des organisations ayant des structures et des intérêts très différents, à les amener vers une compréhension mutuelle et à les mettre d'accord sur des objectifs communs.

3

Les questions politiques sont la force motrice des changements techniques

Les responsables politiques doivent être demandeurs de changement.

Les dirigeants politiques décident de ce qui est prioritaire et de ce qui sera financé et ils sont motivés par des enjeux politiques. Avoir des alliés dans l'administration pour mobiliser le capital politique nécessaire au changement exige une bonne dose de persévérance et de créativité, ainsi que la capacité à naviguer dans les méandres de la bureaucratie.

Les gouvernements sont à l'écoute de leurs pairs.

Les meilleurs défenseurs du changement ne sont autres que les gouvernements des pays pairs. La collaboration sud-sud est sous-estimée dans sa capacité à exercer un effet de bascule sur le changement. Nos champions sur le terrain peinent souvent à convaincre leurs pairs d'adopter de nouvelles méthodes de travail. Les initiatives menées avec succès dans d'autres pays peuvent les aider à déclencher cet engouement.

4

L'importance des valeurs

Les données personnelles doivent être inclusives, tant dans la forme que sur le fond, et seront d'autant plus faciles à recueillir et à analyser que les groupes dont elles sont issues vous aideront à comprendre leur mode de vie.

La gouvernance des données est essentielle.

Les gouvernements sont aux prises avec d'innombrables défis techniques, éthiques et politiques que soulèvent les opportunités et menaces d'un nouveau genre auxquels dans les domaines émergeant que sont la technologie et les données. Ils n'ont cependant pas tous les mêmes niveaux de connaissances et de compétences. Actuellement, les grandes questions mondiales sur l'éthique, la réglementation et la gouvernance ne sont abordées que par une poignée d'entre eux qui jouissent de la capacité et des ressources nécessaires. Or, pour qu'un système profite à tous, tout le monde doit être impliqué.

Capacité pour tous.

De nouvelles compétences et capacités sont nécessaires dans les secteurs publics et privés ainsi que dans la société civile pour parvenir à gérer la complexité des données et être réactif face à des scénarios inattendus. Nous avons besoin d'une nouvelle génération de travailleurs qui envisagent leurs rôles avec une mentalité différente.

5

Des systèmes, pas des compartiments étanches

L'interopérabilité est essentielle.

Les données prennent toute leur portée lorsqu'elles sont combinées mais la prolifération de fichiers et de plateformes non normalisés peut se révéler être un frein. L'interopérabilité est une valeur essentielle qui sous-tend la production et l'utilisation de données de façon efficace et équitable et l'utilisation des données doit s'inscrire dans l'ADN des systèmes de données.

L'ouverture est un atout.

Les bases de données ouvertes ainsi que les outils et les plates-formes confèrent aux systèmes une plus grande souplesse et davantage d'équité, débrident l'innovation et permettent la diffusion des connaissances. Cette ouverture n'est cependant pas toujours évidente et tout système qui se veut adapté et juste doit avoir pour parti pris l'ouverture et la reconnaissance de la diversité des contraintes et des difficultés auxquelles font face tous les partenaires.

Au terme de ces cinq années, nous avons parcouru un tiers du chemin jusqu'à l'horizon de 2030 et la date butoir des objectifs du développement durable. Nous avons beaucoup appris, depuis 2015, sur ce qui fonctionne et la meilleure façon de travailler avec nos partenaires pour que l'avenir tel que nous l'envisageons devienne une réalité. Ce qui n'a pas changé, ce sont l'énergie, l'enthousiasme et l'expertise des organisations et des personnes qui sont au cœur de notre mission, nos 260 partenaires qui sont le moteur même de notre réseau et à qui nous devons le succès et l'impact décrits dans ce rapport. C'est un plaisir et un honneur de travailler avec eux au quotidien. Ce que nous avons accompli ensemble est extraordinaire.

La liste complète des annexes est disponible sur :
www.data4sdgs.org/5-year-report-annexes



ANNEXE A

Composition des mécanismes de gouvernance du Partenariat Mondial

Nous avons l'honneur d'avoir un conseil d'administration composé de personnes exceptionnelles :

Amina J. Mohammed (présidence honoraire),
vice-secrétaire générale, Nations unies

Anne-Birgitte Albrechtsen, présidente directrice
générale, Plan International

S.E. Mahamudu Bawumia, vice-président,
République du Ghana

Gilberto Camara, directeur du secrétariat, Groupe
sur l'observation de la Terre (GEO)

Elizabeth Cousens, présidente et présidente-
directrice générale, Fondation pour les Nations
unies

Aidan Eyakuze, directeur exécutif, Twaweza

Mike Flannagan, ex-vice-président directeur de
l'analyse, SAP

Helani Galpaya, président-directeur général,
LIRNEasia

Natalia Kanem, sous-secrétaire générale et
directrice exécutive du Fonds des Nations unies
pour la population (FNUAP)

S.E. Benigno López Benítez, ministre des Finances,
Paraguay

Mahmoud Mohieldin, vice-président directeur de
l'Agenda pour le développement à l'horizon 2030,
Groupe Banque mondiale

S.E. Raychelle Omamo, Secrétaire de cabinet des
affaires étrangères, République du Kenya

Alex 'Sandy' Pentland, professeur, Institut de
technologie du Massachusetts (MIT)

John Pullinger, ex statisticien national du
Royaume-Uni, chef du Service de statistiques du
gouvernement du Royaume-Uni (GSS), et chef
exécutif du Bureau de la statistique du Royaume-Uni

Julio A. Santaella, président, Institut national de
statistique et de géographie (INEGI), Mexique

Jeni Tennison, vice-président, et chef du conseil en
stratégie, Open Data Institute (ODI)

Nous souhaitons également remercier les personnes qui ont siégé au sein de notre conseil d'administration :

Alicia Bárcena Ibarra, secrétaire exécutive,
Commission économique des Nations unies pour
l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL)

Lisa Grace S. Bersales, ex-chef de la statistique
et de l'état civil, Bureau de la statistique des
Philippines, République des Philippines

Bob Collymore, président directeur-général,
Safaricom (1958 - 2019)

S.E. María Ángela Holguín Cuéllar, ex-ministre des
Affaires étrangères, Colombie

S.E. Carlos Holmes Trujillo, ministre de la Défense,
Colombie

S.E. Ken Nyauncho Osinde, ex-chef de cabinet,
bureau du vice-président, République du Kenya

Barbara Ryan, ex-directrice du secrétariat, Groupe
sur l'observation de Terre (GEO)

Nous sommes reconnaissants aux acteurs du changement qui composent notre Groupe consultatif sur les questions techniques de nous faire profiter de la diversité de leurs points de vue et de leur expertise :

Joshua Powell (président), président-directeur général, Development Gateway

Bill Anderson, architecte informations et données, Development Initiatives

Christoph Aubrecht, chef de la stratégie géospatiale, Agence spatiale européenne (ASE), représentant auprès de la Banque mondiale

Shaïda Badiëe, directrice générale, Open Data Watch

Ania Calderón, directrice exécutive, Open Data Charter

Pedro Antonio de Alarcón, responsable de Big Data for Social Good, LUCA-Telefónica

Irina Dincu, spécialiste en chef, Centre d'excellence pour les systèmes d'enregistrement et de statistique de l'état civil, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Jessica Espey, directrice associée, Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN)

Anna Hakobyan, directrice exécutive, preuve, mesure et évaluation, Fondation du fonds d'investissement pour l'enfant (CIFF)

Johannes Jütting, directeur de secrétariat, Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21)

Al Kags, fondateur, Open Institute

Jon Kapp, directeur exécutif, Community Systems Foundation

Serge Kapto, spécialiste des politiques de données pour le développement, Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Deepa Karthykeyan, fondateur et directeur général, Athena Infonomics

Emmanuel Letouzé, directeur et co-fondateur, Data-Pop Alliance

Elizabeth Omoluabi, directrice exécutive, Centre pour la recherche, l'évaluation des ressources et le développement, Nigeria

Juan Daniel Oviedo Arango, directeur général, DANE – Département administratif national de la statistique, Colombie

Frederic Pivetta, associé principal et co-fondateur, Dalberg Data Insights

Francesca Perucci, responsable de la branche des services statistiques, Division de statistique des Nations unies (DSNU)

Suwadu Sakho-Jimbira, chercheur, Initiative prospective agricole et rurale (IPAR)

Philipp Schönrock, directeur, Cepei

Steve Schwartz, directeur impact social, Tableau

Yeama Thompson, directeur général, Agence de presse de Sierra Leone (SLENA)

Erik Wetter, professeur adjoint, Stockholm School of Economics, co-fondateur et président de Flowminder

Nous souhaitons également remercier
ceux qui ont fait partie de notre
groupe consultatif sur les questions
techniques :

Aboubacar Beye, ex-directeur général,
Agence nationale de la statistique et de la
démographie, République du Sénégal

Laveesh Bhandari, directeur et co-fondateur,
Fondation Indicus

Mikel Maron, responsable de l'équipe communauté,
Mapbox

Iris Palma, directeur, Datos El Salvador

Jennifer Park, ex-conseillère adjointe,
Bureau du chef statisticien des États-Unis,
Bureau de la gestion et du budget, États-Unis

Lindsey Shaughnessy, directrice associée,
Global Research and Data Support, Innovations for
Poverty Action (IPA)



A N N E X E B

Pays partenaires

Bangladesh*	Népal*
Burkina Faso**	Nigeria**
Canada	Paraguay*
Colombie*	Philippines
Costa Rica	Rwanda* **
Cote d'Ivoire**	Sénégal* **
République dominicaine	Sierra Leone**
Équateur	Somalie**
Ghana* **	Tanzanie**
Guinée**	Togo**
Kenya**	Royaume-Uni
Mexique	États-Unis
Mongolie*	Zambie**
Namibie**	

*Pays participant à l'initiative Data for Now.

**Pays participant à l'initiative COVID-19 : des données pour une Afrique résiliente

2015–2020

Partenariat Mondial pour les Données sur le
Développement Durable, cinq ans d'existence

Un Mouvement Mondial Pour Une Vie Meilleure Grâce À De Meilleures Données

www.data4sdgs.org



**Global
Partnership**
for Sustainable
Development Data